

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3091

16 décembre 2011

SOMMAIRE

| | | | |
|--|--------|--|--------|
| Acca Investissement S.A. | 148345 | Coiffure Masculine FEF, S.à r.l. | 148362 |
| AC Investments S.A. | 148323 | Comptoir Electrique d'Esch S.A. | 148363 |
| Aclepios SA | 148345 | Duraflex Luxembourg S.à r.l. | 148363 |
| Adriatic Lux S.A. | 148346 | Energie 5 Holding S.A. | 148344 |
| Agaka S.A. | 148346 | Eurofins Food Testing Holding LUX | 148323 |
| Agif S.A. | 148347 | Eurofins Food Testing LUX Holding | 148323 |
| Agif S.A. | 148346 | Eurofins Forensics Holding LUX | 148360 |
| Agricultural Finance Investments S.A. .. | 148347 | Eurofins Forensics LUX Holding | 148360 |
| AI International, s.à r.l. | 148348 | Eurofins Product Testing Holding LUX . | 148322 |
| Air G.I.M.P.R. Holding S.A. | 148322 | Eurofins Product Testing LUX Holding . | 148322 |
| Airvault S.A. | 148348 | Eurofins Support Services Holding LUX | |
| Albergo S.à r.l. | 148352 | | 148324 |
| Albergo S.à r.l. | 148352 | Eurofins Support Services LUX Holding | |
| Alinvest Ltd | 148353 | | 148324 |
| Aludev S.A. | 148352 | Everblue S.A. | 148365 |
| Amis Investissements S.A. | 148353 | "Ferrerrie d'Art Nico Betzen S.A." .. | 148346 |
| AMS Finsoft S.A. | 148361 | Finance Solutions S.à r.l. | 148368 |
| Amsit | 148362 | Imperial Financing S.à r.l. | 148349 |
| AMS Services S.à r.l. | 148361 | Intelsat Global S.A. | 148334 |
| Anagallis S.A. | 148362 | MAN Umbrella SICAV | 148353 |
| Anney Capital S.A. (SPF) | 148363 | Medtronic Advanced Energy Luxembourg | |
| Anosoc S.A., SPF | 148363 | S.à r.l. | 148335 |
| Antauri S.A. | 148364 | NB Global Floating Rate Income Fund | |
| Anville Participation S.A. | 148364 | (Lux) 1 S.à r.l. | 148325 |
| Apolonie S.A. | 148368 | Nise Investments SPF S.A. | 148347 |
| Apolon S.A. | 148368 | ODSI Luxembourg S.A. | 148348 |
| AP Portico S.à r.l. | 148364 | Pangea I, SCA, SICAR | 148365 |
| Ardent Chemicals S.A. | 148364 | Rhein Asset Management (Lux) S.A. | 148345 |
| Barcon S.A. | 148353 | RTL 9 S.A. | 148348 |
| BRC Luxembourg | 148349 | RTL 9 S.A. et Cie S.E.C.S. | 148361 |

Air G.I.M.P.R. Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 143.024.

La soussignée,

TRUSTAUDIT S.à.R.L (anciennement TRUSTAUDITSA.) dont le siège social est situé au 207, Route d'Arlon à L-1150 Luxembourg, Immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 73125,

démissionne, par la présente, du mandat de Commissaire aux Comptes de la société anonyme:

AIR G.I.M.P.R. Holding S.A.

ayant son siège social au 207, route d'Arlon à L-1150 Luxembourg,

enregistrée au R.C.S Luxembourg sous le numéro B 143.024

Date effective: le 31 août 2011

Fait à Luxembourg, le 31 août 2011.

TRUSTAUDIT S.à.R.L.

(anciennement TRUSTAUDIT S.A.)

Signature

Référence de publication: 2011154806/19.

(110181011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2011.

**Eurofins Product Testing LUX Holding, Société à responsabilité limitée,
(anc. Eurofins Product Testing Holding LUX).**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 137.487.

L'an deux mille onze, le quinze novembre.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette,

A comparu:

La société à responsabilité limitée "Eurofins International Holdings LUX", établie et ayant son siège social à L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B157959,

ici représentée par Monsieur Luca COZZANI, demeurant professionnellement à B-1950 Bruxelles, 455, chaussée de Malines,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

Laquelle procuration après avoir été signée "ne varietur" par le comparant et le notaire instrumentant demeurera annexée aux présentes pour être soumise ensemble aux formalités de l'enregistrement.

La comparante dûment représentée agissant en tant qu'associé unique de la société à responsabilité limitée "Eurofins Product Testing Holding LUX", constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 2 avril 2008, publié au Mémorial C numéro 1045 du 28 avril 2008, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B137487.

Ensuite la comparante, représentant l'intégralité du capital social a pris à l'unanimité la résolution suivante:

Résolution unique

L'associé unique décide de changer la dénomination de la société de "Eurofins Product Testing Holding LUX" en "Eurofins Product Testing LUX Holding", et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 4.** La société prend la dénomination de "Eurofins Product Testing LUX Holding"."

Frais

Les frais, dépenses, charges et rémunérations en relation avec les présentes sont tous à charge de la société.

Plus rien d'autre ne se trouvant à l'ordre du jour, le comparant a déclaré close la présente assemblée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénoms usuels, état et demeure, il a signé le présent procès-verbal avec le notaire.

Signé: L.Cozzani, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 16 novembre 2011. Relation: EAC/2011/15239. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): A.Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 16 novembre 2011.

Référence de publication: 2011157055/41.

(110182195) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2011.

AC Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 18, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 101.409.

Le bilan au 31.12.2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 octobre 2011.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2011154209/14.

(110179868) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2011.

**Eurofins Food Testing LUX Holding, Société à responsabilité limitée,
(anc. Eurofins Food Testing Holding LUX).**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 122.863.

L'an deux mille onze, le quinze novembre.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette,

A comparu:

La société à responsabilité limitée "Eurofins International Holdings LUX", établie et ayant son siège social à L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 157959,

ici représentée par Monsieur Luca COZZANI, demeurant professionnellement à B-1950 Bruxelles, 455, chaussée de Malines,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

Laquelle procuration après avoir été signée "ne varietur" par le comparant et le notaire instrumentant demeurera annexée aux présentes pour être soumise ensemble aux formalités de l'enregistrement.

La comparante dûment représentée agissant en tant qu'associé unique de la société à responsabilité limitée "Eurofins Food Testing Holding LUX", constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 19 décembre 2006, publié au Mémorial C numéro 221 du 21 février 2007, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B122863.

Ensuite la comparante, représentant l'intégralité du capital social a pris à l'unanimité la résolution suivante:

Résolution unique

L'associé unique décide de changer la dénomination de la société de "Eurofins Food Testing Holding LUX" en "Eurofins Food Testing LUX Holding", et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 4.** La société prend la dénomination de "Eurofins Food Testing LUX Holding". "

Frais

Les frais, dépenses, charges et rémunérations en relation avec les présentes sont tous à charge de la société.

Plus rien d'autre ne se trouvant à l'ordre du jour, le comparant a déclaré close la présente assemblée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénoms usuels, état et demeure, il a signé le présent procès-verbal avec le notaire.

Signé: L.Cozzani, Moutrier Blanche

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 16 novembre 2011. Relation: EAC/2011/15240. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): A.Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 16 novembre 2011.

Référence de publication: 2011157045/40.

(110182199) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2011.

**Eurofins Support Services LUX Holding, Société à responsabilité limitée,
(anc. Eurofins Support Services Holding LUX).**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 153.149.

L'an deux mille onze, le quinze novembre.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette,

A comparu:

La société à responsabilité limitée "Eurofins International Holdings LUX", établie et ayant son siège social à L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B157959,

ici représentée par Monsieur Luca COZZANI, demeurant professionnellement à B-1950 Bruxelles, 455, chaussée de Malines,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

Laquelle procuration après avoir été signée "ne varietur" par le comparant et le notaire instrumentant demeurera annexée aux présentes pour être soumise ensemble aux formalités de l'enregistrement.

La comparante dûment représentée agissant en tant qu'associé unique de la société à responsabilité limitée "Eurofins Support Services Holding LUX", constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 20 mai 2010, publié au Mémorial C numéro 1403 du 8 juillet 2010, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B153149.

Ensuite la comparante, représentant l'intégralité du capital social a pris à l'unanimité la résolution suivante:

Résolution unique

L'associé unique décide de changer la dénomination de la société de "Eurofins Support Services Holding LUX" en "Eurofins Support Services LUX Holding", et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 4.** La société prend la dénomination de "Eurofins Support Services LUX Holding". "

Frais

Les frais, dépenses, charges et rémunérations en relation avec les présentes sont tous à charge de la société.

Plus rien d'autre ne se trouvant à l'ordre du jour, le comparant a déclaré close la présente assemblée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénoms usuels, état et demeure, il a signé le présent procès-verbal avec le notaire.

Signé: L.Cozzani, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 16 novembre 2011. Relation: EAC/2011/15241. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): A.Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 16 novembre 2011.

Référence de publication: 2011157057/41.

(110182194) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2011.

NB Global Floating Rate Income Fund (Lux) 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.
R.C.S. Luxembourg B 164.429.

—
STATUTES

In the year two thousand and eleven, on the thirteenth day of October.

Before us, Maître Hellinckx, notary residing at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

NB Global Floating Rate Income Fund Limited, a company incorporated under the laws of Guernsey, having its registered office at BNP Paribas House St Julian's Avenue St Peter Port Guernsey GY1 1WA, registered with the Guernsey Register of Companies under number 53155 (the Sole Shareholder),

here represented by Régis Galiotto, notary clerk, with professional address in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

Such power of attorney, after having been signed *ne varietur* by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to this deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is "NB Global Floating Rate Income Fund (Lux) 1 S.à r.l." (the Company). The Company is a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of 10th August 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Hesperange, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of managers (the Board). The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board. Where the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these circumstances. Such temporary measures have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, remains a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The purpose of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or some of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorisation.

3.3. The Company may use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favour or relate to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited duration.

4.2. The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital. The share capital is set at twelve thousand and five hundred Euros (EUR 12,500), represented by twelve thousand and five hundred (12,500) shares in registered form, without designation of par value, all subscribed and fully paid-up.

5.1. The share capital may be increased or decreased in one or several times by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2. Shares are freely transferable among shareholders. Where the Company has a sole shareholder, shares are freely transferable to third parties.

Where the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to the prior approval of the shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

A share transfer is only binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.3. A register of shareholders is kept at the registered office and may be examined by each shareholder upon request.

6.4. The Company may redeem its own shares provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a reduction of the Company's share capital.

III. Management - Représentation

Art.7. Appointment and Removal of managers.

7.1. The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.

7.2. The managers may be removed at any time (with or without cause) by a resolution of the shareholders.

Art. 8. Board of managers.

If several managers are appointed, they constitute the board of managers (the Board).

8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, who has all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object.

(ii) Special and limited powers may be delegated for specific matters to one or more agents by the Board.

8.2. Procedure

(i) The Board meets upon the request of any managers, at the place indicated in the convening notice which, in principle, is in Luxembourg.

(ii) Written notice of any meeting of the Board is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting. Notice of a meeting may also be waived by a manager, either before or after a meeting. Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant a power of attorney to another manager in order to be represented at any meeting of the Board.

(v) The Board can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Résolutions of the Board are validly taken by a majority of the votes of the managers present or represented. The resolutions of the Board are recorded in minutes signed by the chairman of the meeting or, if no chairman has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference or by any other means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation by these means is deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (the Managers Circular Résolutions), are valid and binding as if passed at a Board meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

8.3. Représentation

(i) The Company is bound towards third parties in all matters by the signature of any manager.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated.

Art. 9. Sole manager.

9.1. If the Company is managed by a sole manager, any reference in the Articles to the Board or the managers is to be read as a reference to such sole manager, as appropriate.

9.2. The Company is bound towards third parties by the signature of the sole manager.

9.3. The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated.

Art. 10. Liability of the managers.

10.1. The managers may not, by reason of their mandate, be held personally liable for any commitments validly made by them in the name of the Company, provided such commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)**Art. 11. General meetings of shareholders and Shareholders circular resolutions.**

11.1. Powers and voting rights

(i) Résolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders (the General Meeting) or by way of circular resolutions (the Shareholders Circular Résolutions).

(ii) Where resolutions are to be adopted by way of Shareholders Circular Résolutions, the text of the resolutions is sent to all the shareholders, in accordance with the Articles. Shareholders Circular Résolutions signed by all the shareholders are valid and binding as if passed at a General Meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

(iii) Each share entitles to one (1) vote.

11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing at the initiative of any manager or shareholders representing more than one-half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all shareholders at least eight (8) days in advance of the date of the meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) General Meetings are held at such place and time specified in the notices.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant a written power of attorney to another person, whether or not a shareholder, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Résolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders Circular Résolutions are passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time and the resolutions are adopted at the General Meeting or by Shareholders Circular Résolutions by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented.

(vii) The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase of a shareholder's commitment in the Company require the unanimous consent of the shareholders.

Art. 12. Sole shareholder.

12.1. Where the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder exercises all powers conferred by the Law to the General Meeting.

12.2. Any reference in the Articles to the shareholders and the General Meeting or to Shareholders Circular Résolutions is to be read as a reference to such sole shareholder or the resolutions of the latter, as appropriate.

12.3. The resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision**Art.13. Financial year and Approval of annual accounts.**

13.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

13.2. Each year, the Board prepares the balance sheet and the profit and loss account, as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts of the manager(s) and shareholders towards the Company.

13.3. Each shareholder may inspect the inventory and the balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders Circular Résolutions within six (6) months from the closing of the financial year.

Art. 14. Réviseurs d'entreprises.

14.1. The operations of the Company are supervised by one or several réviseurs d'entreprises, when so required by law.

14.2. The shareholders appoint the réviseurs d'entreprises, if any, and determine their number, remuneration and the term of their office, which may not exceed six (6) years. The réviseurs d'entreprises may be re-appointed.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) is allocated to the reserve required by Law. This allocation ceases to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The shareholders determine how the balance of the annual net profits is disposed of. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward.

15.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(i) interim accounts are drawn up by the Board;

(ii) these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves, and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by the shareholders within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the rights of the creditors of the Company are not threatened, taking into account the assets of the Company; and

(v) where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. The Company may be dissolved at any time, by a resolution of the shareholders, adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders appoint one or several liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators have the broadest powers to realise the assets and pay the liabilities of the Company.

16.2. The surplus after the realisation of the assets and the payment of the liabilities is distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provisions

17.1. Notices and communications are made or waived and the Managers Circular Résolutions as well as the Shareholders Circular Résolutions are evidenced in writing, by telegram, telefax, e-mail or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers Circular Résolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference and the Shareholders Circular Résolutions, as the case may be, are affixed on one original or on several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by the Articles are determined in accordance with the law and, subject to any non waivable provisions of the law, any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Transitory provision

The first financial year begins on the date of this deed and ends on December 31, 2012.

Subscription and Payment

The Sole Shareholder, represented as stated above, subscribes to twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form, without designation of par value and agrees to pay them in full by a contribution in cash in the amount of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500).

The amount of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) is at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand four hundred Euros (1,500.-EUR).

Résolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder of the Company, representing the entire subscribed capital, has passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as managers of the Company for an indefinite period:

- Dylan Davies, born on 16th November 1966 in Swansea (United Kingdom) and having his home address at 35, an der Rëtsch, L-6980 Rameldange, Grand Duchy of Luxembourg.

- Ronan Carroll, born on 11th November 1971 in Dublin (Ireland) and having his home address at 2, rue Josy Printz, L-5841 Hesperange, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The registered office of the Company is set at 33, rue de Gasperich, L5826 Hesperange, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that on the request of the appearing parties, this deed is drawn up in English, followed by a French version and, in case of divergences between the English text and the French text, the English text prevails.

WHEREOF this deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated above.

This deed has been read to the representatives of the appearing parties, and signed by the latter with the undersigned notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le treizième jour du mois d'octobre,

Par devant Maître Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

NB Global Floating Rate Income Fund Limited, une société régie par les lois du Guernesey, dont le siège social se situe à BNP Paribas House St Julian's Avenue St Peter Port Guernsey GY1 1WA, inscrite au registre de commerce de Guernesey sous le numéro 53155, (l'Associé Unique).

représenté par Régis Galiotto, clerc de notaire, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est " NB Global Floating Rate Income Fund (Lux) 1 S.à r.l. " (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Hesperange, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans la commune par décision du conseil de gérance (le Conseil). Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du Conseil. Lorsque le Conseil estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par

souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres et instruments de toute autre nature. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative sans désignation de valeur nominale, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.1. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

6.3. Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.4. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Nomination et Révocation des gérants.

7.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas être associés.

7.2 Les gérants sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une décision des associés.

Art. 8. Conseil de gérance. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent le conseil de gérance (le Conseil).

8.1. Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

8.2. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation de tout gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg.

(ii) Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visio-conférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.3. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la signature de tout gérant.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 9. Gérant unique.

9.1. Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

9.2. La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature du gérant unique.

9.3. La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 10. Responsabilité des gérants.

10.1. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associé(s)

Art. 11. Assemblées générales des associés et Résolutions circulaires des associés.

11.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'Assemblée Générale) ou par voie de résolutions circulaires (les Résolutions Circulaires des Associés).

(ii) Dans le cas où les résolutions sont adoptées par Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est communiqué à tous les associés, conformément aux Statuts. Les Résolutions Circulaires des Associés signées par tous les associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(iv) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Les décisions à adopter par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée

Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(vii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

Art. 12. Associé unique.

12.1. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

12.2. Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

12.3. Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 13. Exercice social et Approbation des comptes annuels.

13.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente-et-un (31) décembre de chaque année.

13.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

13.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

13.4. Le bilan et le compte de profits et pertes sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

Art. 14. Réviseurs d'entreprises.

14.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises, dans les cas prévus par la loi.

14.2. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne peut dépasser six (6) ans. Les réviseurs d'entreprises peuvent être renommés.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

15.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter.

15.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires doit être adoptée par les associés dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;

(iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société; et

(v) si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent reverser l'excès à la Société.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

17.1. Les convocations et communications, respectivement les renoncations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, télégramme, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

17.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord conclu de temps à autre entre les associés.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le 31 décembre 2012.

Souscription et Libération

L'associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative, sans désignation de valeur nominale, et de les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500).

Le montant de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500) est à la disposition de la Société, comme il a été prouvé au notaire instrumentant.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à mille quatre cents Euros (1.400.-EUR).

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées en qualité de gérants de la Société pour une durée indéterminée:

- Dylan Davies né le 16 novembre 1966 à Swansea (Grande-Bretagne) ayant sa résidence à 35, an der Retsch, L-6980 Rameldange, Grand-Duché de Luxembourg.

- Ronan Carroll né le 11 novembre 1971 à Dublin (Irlande) ayant sa résidence à 2, rue Josy Printz, L-5841 Hesperange, Grand-Duché de Luxembourg.

2. Le siège social de la Société est établi au 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 24 octobre 2011. Relation: LAC/2011/46963. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 7 novembre 2011.

Référence de publication: 2011152059/476.

(110176515) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2011.

Intelsat Global S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 149.927.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société, en date du 28 octobre 2011, que les mandats en tant que membres du conseil d'administration, de Monsieur Raymond Svider, Monsieur Egon Durban, Monsieur David McGlade, Monsieur Justin Bateman, Monsieur David Roux et Monsieur Denis Villafranca ont été renouvelés, leurs mandats se terminant lors de l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de la Société pour l'exercice social se terminant au 31 décembre 2011.

Il résulte que KPMG Luxembourg S.à r.l., ayant son siège social au 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, étant inscrit au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B149133, a été nommé en tant que réviseur d'entreprises agréé de la Société jusqu'à l'assemblée générale annuelle des actionnaires statuant sur les comptes de la Société pour l'exercice social se terminant au 31 décembre 2011.

Le conseil d'administration de la Société a également décidé de renouveler le mandat des personnes suivantes comme délégués à la gestion journalière (chacune avec la qualité reprise ci-dessous) de la Société avec effet au 28 octobre 2011 pour une durée se terminant à l'assemblée générale approuvant les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2011, chacun avec pouvoir de signature individuelle pour les matières relatives à la gestion journalière:

- Raymond Svider, né le 27 août 1962 à Paris (France), demeurant au 667, Madison Avenue, USA - NY 10 021 New York;

- David McGlade, en qualité de Président Directeur Général et Vice Président, né le 22 décembre 1960 dans le Nouveau Mexique (Etats-Unis d'Amérique) et demeurant au 3400, International Drive, NW, USA - 20008 Washington DC;

- Phillip Spector, en qualité de Directeur Général, Responsable Juridique et secrétaire adjoint, né le 15 juillet 1950 en Californie (Etats-Unis d'Amérique) et demeurant au 3400, International Drive, NW, USA - 20008 Washington DC;

- Michael McDonnell, en qualité de Directeur financier et Directeur Général, né le 11 janvier 1964 dans le New Jersey (Etats-Unis d'Amérique) et demeurant au 3400, International Drive, NW, USA - 20008 Washington DC;

- Simon Van De Weg, en qualité de Secrétaire, né le 27 avril 1972 à Paget (Bermudes) et demeurant au 4, rue Albert Borschette, L-1242 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 novembre 2011.

Pour la Société

Signature

Suit la traduction anglaise du texte qui précède

As a result of the minutes of the Annual General Meeting of Shareholders of the Company which were taken on 28th October 2011, the mandates of Mr Raymond Svider, Mr Egon Durban, Mr David McGlade, Mr Justin Bateman, Mr David Roux and Mr Denis Villafranca were renewed as members of the Board of Directors, their mandate being terminated during the Annual General Meeting ruling on the accounts of the Company for the financial year ending on 31st December 2011.

KPMG Luxembourg Sàrl, having its registered office at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, registered at the Registre de Commerce et des Sociétés under number B149133, has been appointed as approved statutory auditor until the Annual General Meeting of Shareholders ruling on the Company's accounts for the financial year ending on 31st December 2011.

Furthermore, the Board of Directors of the Company decided to renew the mandate of the following persons as delegates in charge of the daily management (each acting in their capacity as stated hereafter) of the Company with effect from 28th October 2011, for a period ending upon the General Meeting approving the annual accounts of the Company as of 31st December 2011, each having an individual signing authority for any matter relating to the daily management of the Company:

- Raymond Svider, born on 27th August 1962 in Paris (France), residing at 667, Madison Avenue, NY 10 021 New York, USA;

- David McGlade, acting in his capacity of Chief Executive Officer and Vice President, born on 22nd December 1960 in New Mexico (United States of America) and residing at 3400, International Drive, NW, 20008 Washington DC USA;

- Phillip Spector, acting in his capacity of General Director, Legal Counsel and Deputy Secretary, born on 15th July 1950 in California (United States of America) and residing at 3400, International Drive, NW, 20008 Washington DC, USA;

- Michael McDonnell, acting in his capacity of Chief Financial Officer and General Director, born on 11th January 1964 in New Jersey (United States of America) and residing at 3400, International Drive, NW, 20008 Washington DC, USA;

- Simon Van De Weg, acting in his capacity of Secretary, born on 27th April 1972 in Paget (Bermuda) and residing at 4, rue Albert Borschette, L-1242 Luxembourg.

To be published in the Memorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, 9th November 2011.

On behalf of the Company

Signature

Référence de publication: 2011154050/64.

(110178559) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 novembre 2011.

Medtronic Advanced Energy Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2124 Luxembourg, 102, rue des Maraîchers.

R.C.S. Luxembourg B 164.592.

—
STATUTES

In the year two thousand eleven, on the eighteenth day of October.

Before Us Maître Francis Kessler, notary public residing in Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Medtronic PS Acquisition LLC, a limited liability company governed by and existing under the laws of the state of Delaware, United States of America, having its registered office at 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801, United States of America, and registered with the Delaware Secretary of State under file number 5027312,

hereby represented by Mrs. Sofia Afonso-Da Chao Conde, clerk of notary, with professional address in Esch-Sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to draw up the following articles of incorporation (the «Articles») of a «société à responsabilité limitée» (limited liability company) which such party declares to incorporate.

Form - Name - Object - Registered office - Duration

Art. 1. There is hereby formed a «société à responsabilité limitée», limited liability company (the «Company»), governed by the present Articles and by the Luxembourg law and in particular the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended from time to time (the "Law").

Art. 2. The Company will exist under the name of Medtronic Advanced Energy Luxembourg S.à r.l..

Art. 3. The purpose of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares, and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents and/or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries and affiliated companies or to any other company being part of the same group of companies as the Company. It may also give guarantees and grant securities in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets.

The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose

The above description is to be understood in the broadest senses and the above enumeration is not limiting.

Art. 4. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg. The registered office may be transferred within the municipality of the City of Luxembourg by decision of the board of managers. The

registered office of the Company may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad by means of a resolution of an extraordinary general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) adopted under the conditions required for amendment of the Articles. The Company may have offices and branches (whether or not a permanent establishment) both in Luxembourg and abroad. In the event that the board of managers should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the board of managers of the Company.

Art. 5. The Company is constituted for an unlimited duration. The life of the Company does not come to an end by bankruptcy or insolvency of any shareholder.

Art. 6. The creditors, representatives, rightful owner or heirs of any shareholder are not allowed, in any circumstances, to require the sealing of the assets and documents of the Company, nor to interfere in any manner in the management of the Company. They must for the exercise of their rights refer to financial statements and to the decisions of the meetings of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be).

Share Capital - Shares

Art. 7. The issued capital of the Company is set at twenty thousand United States dollars (USD 20,000) divided into twelve thousand five hundred (12,500) shares having a nominal value of one United States dollar and sixty Cents (USD 1.6) each, all of which are fully subscribed and paid up. In addition to the capital, there may be set up a premium account into which any premium amount paid on any share in addition to its nominal value (including any payment made on warrants attached to any shares, bonds, notes or similar instruments) is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares, which the Company may redeem from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 8. Each share confers an identical voting right and each shareholder has voting rights commensurate to his shareholding. The shares are freely transferable among the shareholders. Shares may not be transferred inter vivos to non-shareholders unless shareholders representing at least three-quarters of the share capital shall have agreed thereto in a general meeting. Furthermore, the provisions of articles 189 and 190 of the Law shall apply. The shares are indivisible with regard to the Company, which admits only one owner per share.

Art. 9. The Company shall have power to redeem its own shares. Such redemption shall be carried out by a resolution of an extraordinary general meeting of the shareholders or of the sole shareholder (as the case may be), adopted by unanimous decision of the shareholders. However, if the redemption price is in excess of the nominal value of the shares to be redeemed, the redemption may only be decided to the extent that sufficient distributable sums are available as regards the excess purchase price, it being understood that the amount may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and available reserves, less losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or the Articles. Such redeemed shares shall be cancelled by reduction of the share capital.

Management

Art. 10. The Company is managed by one or several managers. In case of plurality of managers, the managers will constitute a board of managers of at least 2 (two) persons and will be appointed as class A manager(s) and class B manager(s). The managers need not to be shareholders of the Company.

The managers shall be appointed, and their remuneration determined, by a resolution of the general meeting of shareholders taken by simple majority of the votes cast, or, in case of sole shareholder, by decision of the sole shareholder. The remuneration of the managers can be modified by a resolution taken at the same majority conditions. The general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) may, at any time and ad nutum remove and replace any manager.

In dealing with third parties, the managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by the Law or the Articles to the general meeting of shareholders or to the sole shareholder (as the case may be) fall within the competence of the board of managers, or the sole manager (as the case may be).

The Company shall be bound by the signature of its sole manager or, in case of plurality of managers, by the joint signature of at least one class A manager and one class B manager.

The board of managers or the sole manager may sub-delegate its/his powers for specific tasks to one or several ad hoc agent(s) who need not be shareholder(s) or manager(s) of the Company. The board of managers/sole manager will determine its agent(s) power, duties and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other

relevant conditions of his/their agency. The powers and remunerations of any managers possibly appointed at a later date in addition to or in the place of the first managers will be determined in the act of nomination.

Art. 11. The managers do not contract in their functions any personal obligation concerning the commitments regularly taken by them in the name of the Company; as representatives of the Company, the managers are only responsible for the execution of their mandates.

Art. 12. The decisions of the managers are taken by meeting of the board of managers. The board of managers shall choose from among its members a chairman. They may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers or for such other matter as may be specified by the board of managers. The board of managers shall meet when convened by one manager. Notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 2 (two) days in advance of the time set for such meeting except in the event of emergency, the nature of which is to be set forth in the minute of the meeting. Any such notice shall specify the time and place of the meeting and the nature of the business to be transacted. Notice can be given to each manager in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable communication means. The notice may be waived by the consent, in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable communication means, of each manager. The meeting will be duly held without prior notice if all the managers are present or duly represented. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

At least one class A and one class B managers present in person or represented in Luxembourg are a quorum. Any other manager, in addition to the quorum, may act at any meeting of managers by appointing in writing or by fax, cable, telegram, telex or electronic means another manager as his proxy. A manager may represent more than one manager. Any and all managers, apart from those who are the quorum and must attend in person, may participate in a meeting of the board of managers by phone, videoconference, or any other suitable telecommunication means allowing all persons participating in the meeting to hear each other at the same time. Such participation in a meeting is deemed equivalent to participation in person at a meeting of the managers.

Except as otherwise required by these Articles, decisions of the board are adopted by a majority of the managers present or duly represented, with a vote of at least one class A manager and one class B manager in favor of the decision. The establishment by the Company of offices and branches shall require the unanimous decision of the board of managers.

The deliberations of the board of managers shall be recorded in the minutes, which have to be signed by the chairman or two managers. Any transcript of or excerpt from these minutes shall be signed by the chairman or two managers.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at a board of managers' meeting. In such cases, written resolutions can either be documented in a single document or in several separate documents having the same content. Written resolutions may be transmitted by ordinary mail, fax, cable, telegram, telex, electronic means, or any other suitable telecommunication means.

General meetings of shareholders

Art. 13. In case of plurality of shareholders, decisions of the shareholders are taken as follows:

The holding of a shareholders meeting is not compulsory as long as the shareholders number is less than twenty-five. In such case, each shareholder shall receive the whole text of each resolution or decision to be taken, transmitted in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or any other suitable telecommunication means. Each shareholder shall vote in writing. If the shareholders number exceeds twenty-five, the decisions of the shareholders are taken by meetings of the shareholders. In such a case one general meeting shall be held at least annually in Luxembourg on within six months of the closing of the last financial year. Other general meetings of shareholders shall be held in the Grand Duchy of Luxembourg at any time specified in the notice of the meeting.

Art. 14. General meetings of shareholders are convened by the board of managers, failing which by shareholders representing more than the half of the share capital of the Company. Written notices convening a general meeting and setting forth the agenda shall be made pursuant to the Law and shall be sent to each shareholder at least 8 (eight) days before the meeting, except for the annual general meeting for which the notice shall be sent at least 15 (fifteen) days prior to the date of the meeting. All notices must specify the time and place of the meeting.

If all shareholders are present or represented at the general meeting and state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the general meeting may be held without prior notice. Any shareholder may act at any general meeting by appointing in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable telecommunication means another person who need not be shareholder. Each shareholder may participate in general meetings of shareholders.

Resolutions at the meetings of shareholders are validly taken in so far as they are adopted by shareholders representing more than the half of the share capital of the Company. If this quorum is not formed at a first meeting, the shareholders are immediately convened by registered letter to a second meeting.

At this second meeting, resolutions will be taken at the majority of voting shareholders whatever portion of capital may be represented.

However, resolutions to amend the Articles shall only be taken by an extraordinary general meeting of shareholders, at a majority in number of shareholders representing at least three-quarters of the share capital of the Company.

A sole shareholder exercises alone the powers devolved to the meeting of shareholders by the Law.

Except in case of current operations concluded under normal conditions, contracts concluded between the sole shareholder and the Company have to be recorded in minutes or drawn-up in writing.

Financial year - Annual Accounts

Art. 15. The Company's financial year begins on 1st of May and closes on 30th of April of the following year.

Art. 16. Each year, as of 1st of May, the board of managers will draw up the balance sheet which will contain a record of the properties of the Company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all its commitments and the debts of the manager(s), statutory auditor(s) (if any) and shareholder(s) toward the Company. At the same time the board of managers will prepare a profit and loss account, which will be submitted to the general meeting of shareholders together with the balance sheet.

Art. 17. Each shareholder may inspect at the head office the inventory, the balance sheet and the profit and loss account. If the shareholders number exceeds twenty-five, such inspection shall be permitted only during the fifteen days preceding the annual general meeting of shareholders.

Supervision of the company

Art. 18. If the shareholders number exceeds twenty-five, the supervision of the Company shall be entrusted to one or more statutory auditor(s) (commissaire), who may or may not be shareholder(s). Each statutory auditor shall serve for a term ending on the date of the annual general meeting of shareholders following appointment. At the end of this period, the statutory auditor(s) can be renewed in its/their function by a new resolution of the general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be).

Where the thresholds determined by the Luxembourg laws are met, the Company shall have its annual accounts audited by one or more qualified auditors (réviseurs d'entreprises agréées) appointed by the general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) amongst the members of the «Institut des réviseurs d'entreprises».

Notwithstanding the thresholds above mentioned, at any time, one or more qualified auditor may be appointed by resolution of the general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) that shall decide the terms and conditions of his/their mandate.

Dividend - Reserves

Art. 19. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions represents the net profit of the Company. Every year five percent of the net profit will be transferred to the statutory reserve.

This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the issued share capital are decreased or increased from time to time, but shall again become compulsory if the statutory reserve falls below such one tenth. The general meeting of shareholders at the majority vote determined by the Law or the sole shareholder (as the case may be) may decide at any time that the excess be distributed to the shareholder(s) proportionally to the shares they hold, as dividends or be carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

Art. 20. Notwithstanding the provisions of article nineteen, the general meeting of shareholders of the Company, or the sole shareholder (as the case may be) upon proposal of the board of managers, may decide to pay interim dividends before the end of the current financial year, on the basis of a statement of accounts prepared by the board of managers, and showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and available reserves, less losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or the Articles.

Winding-up - Liquidation

Art. 21. The general meeting of shareholders at the majority vote determined by the Law, or the sole shareholder (as the case may be) must agree on the dissolution and the liquidation of the Company as well as the terms thereof.

Art. 22. The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) which shall determine their powers and remuneration. When the liquidation of the Company is closed, the liquidation proceeds of the Company will be allocated to the shareholders proportionally to the shares they hold.

Applicable law

Art. 23. The Company is governed by the laws of the Grand-duchy of Luxembourg.

Transitory measures

Exceptionally, the first financial year shall begin on the date of incorporation and shall end on April 30th, 2012.

Subscription - Payment

All the twelve thousand five hundred (12,500) shares have been entirely subscribed by the appearing party and fully paid up through the contribution by the appearing party to the Company of all of the membership interest it owns in (and representing all the membership interest of) Medtronic Advanced Energy Acquisition LLC, a limited liability company governed by and existing under the laws of the state of Delaware, United States of America, having its registered office at 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801, United States of America, and registered with the Delaware Secretary of State under file number 5050423 (the "MAE Membership Interest");

The value of the MAE Membership Interest as at the date hereof, being five hundred forty-eight million four hundred twenty-six thousand seven hundred seventy-four United States dollars (USD 548,426,774), has been approved by a certificate of valuation issued by the appearing party dated 17 October 2011. Such valuation has been accepted through a statement on contribution value issued by the Company's managers and dated 17 October 2011. This certificate of valuation and the statement on contribution value shall remain annexed to the present deed and submitted with it to the formality of registration.

The difference between the nominal value of the shares issued by the Company and the value of the MAE Membership interest, being five hundred forty-eight million four hundred six thousand seven hundred seventy-four United States dollars (USD 548,406,774), shall be recorded to the Company's share premium account. This contribution is at the disposal of the Company.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, are estimated at about seven thousand euro (€ 7,000.-).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named appearing party, representing the entirety of the subscribed capital, held a general meeting of the sole shareholder, and acknowledging being validly convened, passed the following resolutions:

1) The Company will be administered by the following managers:

i) Are appointed as class A managers:

- Ms. Christel Damaso, corporate manager, born on 24 July 1978 in Luxembourg, with professional domicile at 69, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg; and

- Mr. Philippe Van Den Avenne, chartered accountant, born on April 29th, 1972 at Beloeil, Belgium, with professional address at 102, rue des Maraîchers, L-2124 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

ii) Are appointed as class B managers:

- Mr. Gary L. Ellis, business executive, born on 15 August 1956 in Sac City, Iowa, United States of America, with professional address at 710 Medtronic Parkway, Minneapolis, MN 55432, United States of America.

- Mr. Philip John Albert, Business Executive, born on 19 July 1965 in Iowa, United States of America, with professional address at 4524 St Andrews CT Blaine, MN 55449, United States of America.

The managers shall serve for an undetermined duration.

In accordance with article ten of the Articles, the Company shall be bound by the sole signature of its sole manager or, in case of plurality of managers, by the joint signature of at least one class A manager and one class B manager.

2) The Company shall have its registered office at 102, rue des Maraîchers, L-2124 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, hereby states that on request of the above-mentioned appearing person, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Esch/Alzette, on the date at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holders, the latter signed with us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le dix-huit octobre.

Par-devant nous, Maître Francis Kessler, notaire public de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Medtronic PS Acquisition LLC, une société à responsabilité limitée régie par les lois de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son principal établissement au 1209 Orange street, Wilmington, Delaware 19801, Etats-Unis d'Amérique, inscrite près du "Delaware Secretary of State" sous le numéro de société 5027312,

ici représentée par Madame Sofia Afonso-Da Chao Condé, Clerc de notaire, résidant professionnellement à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé à elle délivrée.

Ladite procuration, paraphée ne varietur par la représentante de la partie comparante et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée telle que décrit ci-dessus, a requis du notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts (les «Statuts»).

Forme - Dénomination - Objet - Siège - Durée

Art. 1^{er}. Il est constitué par cet acte une société à responsabilité limitée (la «Société»), régie par les présents Statuts et par les lois luxembourgeoises et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»).

Art. 2. La société existera sous la dénomination Medtronic Advanced Energy Luxembourg S.à r.l..

Art. 3. L'objet de la Société est l'acquisition de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut en particulier acquérir par voie de souscription, achat, échange ou d'une quelconque autre manière des actions, parts ou autres valeurs mobilières, obligations, bons de caisse, certificats de dépôts et autres instruments de dettes et plus généralement toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par un émetteur public ou privé quel qu'il soit. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets et/ou autres droits de propriété intellectuelle de toute nature ou origine.

La Société peut emprunter, sous quelque forme que ce soit, excepté par voie d'offre publique. Elle peut émettre sous forme de placement privé uniquement, des titres, obligations, bons de caisse et tous titres de dettes et/ou de valeurs mobilières. La Société peut accorder tous crédits y compris les intérêts de prêts et/ou par l'émission de valeurs mobilières à ses filiales, aux entités affiliées et aux autres sociétés faisant partie du même groupe de sociétés que la Société. Elle peut aussi apporter des garanties en faveur de tiers afin d'assurer ses obligations ou les obligations de ses entités affiliées. La Société peut en outre mettre en gage, transférer, nantir ou autrement créer une garantie sur certains de ses actifs.

La Société peut généralement employer toutes techniques ou instruments relatifs à ses investissements aptes à réaliser une gestion efficace de ceux-ci y compris toutes techniques ou instruments aptes à protéger la Société contre les risques de crédit, cours de change, taux d'intérêts et autres risques.

La Société peut accomplir toutes opérations commerciales ou financières se rapportant directement ou indirectement aux domaines décrits ci-dessus dans le but de faciliter l'accomplissement de son objet social.

L'énumération qui précède est à comprendre au sens large et est purement énonciative et non limitative.

Art. 4. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Le siège social pourra être transféré dans la commune de la ville de Luxembourg par décision du conseil de gérance. Le siège social de la Société pourra être transféré en tout autre lieu au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés ou de l'associé unique (selon le cas) adoptée selon les conditions requises pour la modification des Statuts. La Société pourra ouvrir des bureaux ou succursales (sous forme d'établissement permanent ou non) tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Au cas où le conseil de gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale de la Société au siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise. Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par le conseil de gérance.

Art. 5. La Société est constituée pour une durée indéterminée. La faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Art. 6. Les créanciers, représentants, ayants droit ou héritiers des associés ne pourront pour quelque motif que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées ou de l'associé unique s'il y a lieu.

Capital social - Parts sociales

Art. 7. Le capital social émis de la Société est fixé à vingt mille dollars américains (20.000 USD) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d'une valeur nominale d'un dollar américain et soixante cents (1,60 USD) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées. En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une part sociale en plus de la valeur nominale (y compris tout paiement effectué sur des

warrants attachés aux parts sociales, obligations, billets ou instruments similaires) seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des parts sociales des associés par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux associés, ou pour être affecté à la réserve légale.

Art. 8. Chaque part sociale confère un droit de vote identique lors de la prise de décisions et chaque associé a un nombre de droit de vote proportionnel aux nombres de parts qu'il détient. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Aucune cession de parts sociales entre vifs à un tiers non-associé ne peut être effectuée sans l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Pour le reste, il est référé aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi. Les parts sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elle.

Art. 9. La Société est autorisée à racheter ses propres parts sociales. Un tel rachat ne pourra être décidé que par une résolution unanime de l'assemblée générale extraordinaire des associés représentant la totalité du capital souscrit de la Société ou de l'associé unique (selon le cas). Néanmoins, si le prix de rachat excède la valeur nominale des parts sociales rachetées, le rachat ne pourra être décidé que dans la mesure où la Société dispose de sommes distribuables suffisantes eut égard au surplus du prix de rachat, étant entendu que le montant n'excédera pas les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social augmenté par les bénéfices reportés et les réserves disponible moins les pertes et les sommes devant être attribuées à une réserve conformément à la Loi ou aux Statuts. Les parts sociales rachetées seront annulées par réduction du capital social.

Gérance

Art. 10. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. En cas de pluralité de gérants, les gérants constituent un conseil de gérance d'au minimum deux (2) personnes et seront nommés gérant(s) de classe A et gérant(s) de classe B. Les gérants ne sont pas obligatoirement associés.

Les gérants sont nommés et leur rémunération est fixée par résolution de l'assemblée générale des associés prise à la majorité simple des voix, ou en cas de gérant unique, par décision de ce gérant unique. La rémunération des gérants peut être modifiée par résolution de l'assemblée générale des associés prises dans les mêmes conditions de majorité. Les gérants peuvent être révoqués et remplacés à tout moment, avec ou sans justification, par une résolution des associés titulaires de la majorité des votes ou par une décision de l'associé unique.

Dans les rapports avec les tiers, les gérants ont tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social de la Société et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La société sera engagée par la signature de son gérant unique ou, en cas de pluralités de gérants, par la signature conjointe d'au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B.

Le conseil de gérance, ou le gérant unique, peut subdéléguer ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc qui ne sont pas nécessairement associé(s) ou gérant(s) de la Société. Le conseil de gérance, détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y en a) de son/ces agent(s), la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de son/leur mandat. Les pouvoirs et rémunérations des gérants éventuellement nommés postérieurement en sus ou en remplacement des premiers gérants seront déterminés dans l'acte de nomination.

Art. 11. Les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société; simples mandataires de la Société, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 12. Les décisions des gérants sont prises en réunion du conseil de gérance. Le conseil de gérance désignera parmi ses membres un président. Il choisira également un secrétaire, lequel n'est pas nécessairement gérant, qui sera responsable de la conservation des procès verbaux des réunions du conseil de gérance ou de l'exécution de toute autre tâche spécifiée par le conseil de gérance. Le conseil de gérance se réunira suite à la convocation faite par un gérant. Pour chaque conseil de gérance, des convocations devront être établies et envoyées à chaque gérant au moins deux (2) jours avant la réunion sauf en cas d'urgence, la nature même de cette urgence devant être déterminée dans le procès-verbal de la réunion du conseil de gérance. Toutes les convocations devront spécifier l'heure et le lieu de la réunion et la nature des activités à entreprendre. Les convocations peuvent être faites aux gérants par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou par tout autre moyen de communication approprié. Les réunions du conseil de gérance se tiendront valablement sans convocation si tous les gérants sont présents ou représentés. Une convocation séparée n'est pas requise pour les réunions du conseil de gérance tenues à l'heure et au lieu précisé précédemment lors d'une résolution du conseil de gérance.

Les réunions du conseil de gérance se tiendront valablement si un gérant de classe A et un gérant de classe B sont présents ou représentés à Luxembourg et forment le quorum de présence. Tout autre gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit ou par télécopie, câble, télégramme ou télex ou par tout autre moyen de communication approprié, un autre gérant pour le représenter. Un gérant peut représenter plusieurs autres gérants.

Une fois le quorum réuni, tout autre gérant est réputé assister à une réunion du conseil de gérance s'il intervient par téléphone, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication jugé approprié et permettant à l'ensemble des personnes présentes lors de cette réunion de communiquer à un même moment. Une telle participation à une réunion du conseil de gérance est réputée équivalente à une présence physique à la réunion.

Sous réserve de ce qui est autrement prévu par les statuts, les décisions du conseil de gérance sont adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou valablement représentés, avec le vote d'au moins un (1) gérant de classe A et un (1) gérant de classe B en faveur de la décision. La Société peut établir des bureaux et des succursales sous réserve d'une décision unanime du conseil de gérance.

Les délibérations du conseil de gérance sont transcrites par un procès-verbal, qui est signé par le président ou deux (2) gérants. Tout extrait ou copie de ce procès-verbal devra être signé par le président ou deux gérants.

Les résolutions approuvées et signées par tous les gérants ont le même effet que des résolutions adoptées à une réunion du conseil de gérance. Dans un tel cas, les résolutions écrites peuvent être documentées par un ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu. Les résolutions écrites peuvent être transmises par courrier ordinaire, fax, câble, télégramme, télex, par moyen électronique, ou par tout moyen de télécommunication approprié.

Assemblée générale des associés

Art. 13. En cas de pluralité d'associés, les décisions des associés sont prises comme suit:

La tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, tant que le nombre des associés est inférieur à vingt-cinq (25). Dans ce cas, chaque associé recevra le texte complet de chaque résolution ou décision à prendre, transmis par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou tout autre moyen de communication approprié. Chaque associé émettra son vote par écrit. Si le nombre des associés excède vingt-cinq (25), les décisions des associés sont prises en assemblée générale des associés. Dans ce cas une assemblée générale annuelle est tenue à Luxembourg dans les six mois suivant la clôture du dernier exercice social. Toute autre assemblée générale des associés se tient dans le Grand-duché de Luxembourg à l'heure et au jour fixé dans la convocation à l'assemblée.

Art. 14. Les assemblées générales des associés sont convoquées par le conseil de gérance, à défaut, par des associés représentant plus de la moitié du capital social. Une convocation écrite à une assemblée générale indiquant l'ordre du jour est faite conformément à la Loi et est adressée à chaque associé au moins huit (8) jours avant l'assemblée, sauf pour l'assemblée générale annuelle pour laquelle la convocation sera envoyée au moins quinze (15) jours avant la date de l'assemblée. Toutes les convocations doivent mentionner la date et le lieu de l'assemblée générale.

Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale et indiquent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale peut se tenir sans convocation préalable. Tout associé peut se faire représenter à toute assemblée générale en désignant par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou tout autre moyen de télécommunication approprié un tiers qui peut ne pas être associé. Chaque associé a le droit de participer aux assemblées générales des associés.

Les résolutions ne sont valablement adoptées que pour autant qu'elles soient prises par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première assemblée générale, une seconde assemblée générale sera immédiatement convoquée par lettre recommandée. Lors de cette deuxième assemblée générale, les résolutions seront adoptées à la majorité des associés votant quelle que soit la portion du capital représenté.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des Statuts ne pourront être prises qu'en assemblée générale extraordinaire des associés, à la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

Un associé unique exerce seul les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions de la Loi.

Excepté en cas d'opérations courantes conclues dans des conditions normales, les contrats concluent entre l'associé unique et la Société doivent être inscrits dans un procès-verbal ou établis par écrit.

Exercice social - Comptes annuels

Art. 15. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} mai et se termine le 30 avril de l'année qui suit.

Art. 16. Chaque année, à partir du 1^{er} mai, le conseil de gérance établira le bilan qui contiendra l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes ses dettes avec une annexe contenant le résumé de tous ses engagements, ainsi que les dettes du/des gérant(s), du/des commissaire(s) (s'il en existe) et du/des associé(s) envers la Société. Dans le même temps, le conseil de gérance préparera un compte de profits et pertes qui sera soumis à l'assemblée générale des associés avec le bilan.

Art. 17. Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire, du bilan et du compte de profits et pertes. Si le nombre des associés excède vingt-cinq (25), une telle communication ne sera autorisée que pendant les quinze jours précédant l'assemblée générale annuelle des associés.

Surveillance de la société

Art. 18. Si le nombre des associés excède vingt-cinq (25), la surveillance de la société sera confiée à un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes, associé(s) ou non. Chaque commissaire sera nommé pour une période expirant à la date

de l'assemblée générale des associés suivant sa nomination. A l'expiration de cette période, le(s) commissaire(s) pourra/ pourront être renouvelé(s) dans ses/leurs fonction(s) par une nouvelle décision de l'assemblée générale des associés ou de l'associé unique (selon le cas).

Lorsque les seuils déterminés par les lois luxembourgeoises seront atteints, la Société confiera le contrôle de ses comptes à un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises agréé(s) désigné(s) par résolution de l'assemblée générale des associés ou par l'associé unique (selon le cas) parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises.

Nonobstant les seuils ci-dessus mentionnés, à tout moment, un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises agréé(s) peuvent être nommés par résolution de l'assemblée générale des associés ou de l'associé unique (selon le cas) qui décide des termes et conditions de son/leurs mandat(s).

Dividendes - Réserves

Art. 19. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société. Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé. Les associés, à la majorité prévue par la Loi, ou l'associé unique (selon le cas) peuvent décider qu'après déduction de la réserve légale, le bénéfice sera distribué entre les associés au titre de dividendes au pro rata de leur participation dans le capital de la Société ou reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.

Art. 20. Nonobstant les dispositions de l'article dix-neuf, l'assemblée générale des associés ou l'associé unique (selon le cas) peut, sur proposition du conseil de gérance ou du gérant unique (le cas échéant), décider de payer des acomptes sur dividendes en cours d'exercice social sur base d'un état comptable préparé par le conseil de gérance ou le gérant unique, le cas échéant, desquels il devra ressortir que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice social augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

Dissolution - Liquidation

Art. 21. L'assemblée générale des associés, statuant à la majorité des voix telle que fixée par la Loi ou le cas échéant l'associé unique doivent donner leur accord à la dissolution ou la liquidation de la Société ainsi qu'aux termes et conditions de celle-ci.

Art. 22. La liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale ou par l'associé unique (selon le cas) qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération. La liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés au pro rata de leur participation dans le capital de la Société.

Loi applicable

Art. 23. La Société est régie par les lois luxembourgeoises.

Dispositions transitoires

Exceptionnellement le premier exercice social commencera ce jour pour finir le 30 avril 2012.

Libération - Apports

L'intégralité des douze mille cinq cents (12.500) parts sociales a été entièrement souscrite par la partie comparante et pleinement libérée par un apport par la partie comparante à la Société de tous ses titres participatifs détenus dans (et représentant l'entièreté des titres participatifs de) Medtronic Advanced Energy Acquisition LLC, une société créée et existant sous les lois de l'état du Delaware, Etats Unis d'Amérique et ayant son siège social au 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801, Etats Unis d'Amérique, immatriculée auprès du registre de l'Etat de Delaware sous le numéro de dossier 5050423 (les "Parts MAE");

La valeur des Parts MAE, étant de cinq cent quarante huit millions quatre cent vingt six mille sept cent soixante quatorze dollars américains (548.426.774 USD), a été approuvée au moyen d'un certificat de valeur émis par la partie comparante et daté du 17 octobre 2011. Cette valorisation a été acceptée par les gérants de la Société conformément à une déclaration sur la valeur de l'apport en date du 17 octobre 2011. Ce certificat de valeur et la déclaration sur la valeur de l'apport resteront annexés au présent acte notarié pour être soumis aux formalités d'enregistrement avec lui.

La différence entre la valeur nominale des parts sociales émises par la Société et la valeur des Parts MAE, étant de cinq cent quarante huit millions quatre cent six mille sept cent soixante quatorze dollars américains (548.406.774 USD), doit être portée au compte prime d'émission de la Société. Ledit apport est à la disposition de la société.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ sept mille euros (€ 7.000.).

Résolutions des associés

Immédiatement après la constitution de la Société, la partie comparante précitée, dûment représentée, représentant la totalité du capital social, s'estimant ayant été dûment convoquée, a pris les résolutions suivantes:

1) La Société sera gérée par les gérants suivants:

i) Sont nommés gérants de Classe A:

- Mademoiselle Christel Damaso, gérante de sociétés, née le 24 juillet 1978 à Luxembourg, demeurant professionnellement au 69, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et

- Monsieur Philippe Van Den Avenne, expert-comptable, né le 29 avril 1972 à Beloeil, Belgique, demeurant professionnellement au 102, rue des Maraîchers, L-2124 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

ii) Sont nommés gérants de Classe B:

- Monsieur Gary L. Ellis, cadre, né le 15 août 1956 à Sac City, Iowa, Etats-Unis d'Amérique, demeurant professionnellement au 710 Medtronic Parkway, Minneapolis, MN 55432, Etats-Unis d'Amérique.

- Monsieur Philip John Albert, cadre, né le 19 juillet 1965, dans l'Iowa, Etats-Unis d'Amérique, demeurant professionnellement au 4524 St Andrews CT Blaine, MN 55449, Etats-Unis d'Amérique.

Les gérants sont nommés pour une durée indéterminée.

Conformément à l'article 10 des statuts, la Société sera engagée par la signature de son gérant unique ou, en cas de pluralités de gérants, par la signature conjointe d'au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B.

2) Le siège social de la Société est établi au 102, rue des Maraîchers, L2124 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, constate par le présent acte qu'à la requête de la personne comparante les présents Statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française. A la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Esch/Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, il a signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 28 octobre 2011. Relation: EAC/2011/14456. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2011155921/521.

(110181219) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2011.

Energie 5 Holding S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 53.516.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wiltz, le 11 novembre 2011.

Pour la société

Anja HOLTZ

Le notaire

Référence de publication: 2011154380/13.

(110179638) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2011.

Acca Investissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 123.699.

—
Extrait des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration en date du 8 novembre 2011

Le Conseil d'Administration décide de nommer BPH FINANCE S.A., ayant son siège social 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B – 51.675 au poste de déléguée à la gestion journalière des affaires de la Société.

Pour la Société

Référence de publication: 2011154210/11.

(110179795) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2011.

Rhein Asset Management (Lux) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6630 Wasserbillig, 38, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 121.163.

—
Auszug aus dem Protokoll der Ordentlichen Generalversammlung Abgehalten am Firmensitz Ausserordentlich am 13. Oktober 2011 um 11.00 Uhr

Die Generalversammlung verlängert einstimmig bis zur ordentlichen Generalversammlung die im Jahre 2017 statt finden wird:

Herr Heinz Joachim RUDOLPH, Verwaltungsratsmitglied, geboren in Düsseldorf (D) am 05.09.1949, wohnhaft in L – 1670 Senningerberg, 22, Um Charly

Herr Martin STÖTZEL, Verwaltungsratsmitglied und Geschäftsführer, geboren in Heidelberg (D) am 31.08.1964, wohnhaft in D – 40724 Hilden, 2, Im Merianweg

Herr Christian KRATZ, Verwaltungsratsmitglied und Geschäftsführer, geboren in Ahaus (D) am 17.03.1967, wohnhaft in D – 48683 Ahaus, 8, Overbergstrasse

Herr Mark BÜGERS, Geschäftsführer, geboren in Ahaus (D) am 28.08.1974, wohnhaft in D – 40545 Düsseldorf, 2, Luegplatz

Das Mandat des zugelassenen Wirtschaftsprüfers endet am heutigen Tage.

Durch einstimmigen Beschluss der Generalversammlung wird das Mandat des zugelassenen Wirtschaftsprüfers, der Gesellschaft GRANT THORNTON LUX AUDIT S.A., eingeschrieben im Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 43 298, mit Sitz in L – 8308 Capellen, 83, Pafbruch, verlängert und endet sofort nach der jährlichen Generalversammlung die im Jahre 2012 statt finden wird.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Für gleichlautende Ausfertigung

Der Verwaltungsrat

Référence de publication: 2011155197/27.

(110180802) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2011.

Aclepios SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 156.816.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ACLEPIOS S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2011154212/11.

(110180259) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2011.

Adriatic Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 76.498.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration en date du 8 novembre 2011

Le Conseil d'Administration décide de nommer BPH FINANCE S.A., ayant son siège social 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B – 51.675 au poste de déléguée à la gestion journalière des affaires de la Société.

Pour la Société

Référence de publication: 2011154213/11.

(110179857) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2011.

Agaka S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 127.350.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration en date du 8 novembre 2011

Le Conseil d'Administration décide de nommer BPH FINANCE S.A., ayant son siège social 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B – 51.675 au poste de déléguée à la gestion journalière des affaires de la Société.

Pour la Société

Référence de publication: 2011154214/11.

(110179855) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2011.

"Ferrenerie d'Art Nico Betzen S.A.", Société Anonyme.

Siège social: L-9455 Fohren, 15, Dikricherstrooss.
R.C.S. Luxembourg B 111.881.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue au siège de la société, extraordinairement en date du 18 octobre 2011 à 16.00 heures

L'assemblée générale renouvelle pour une période de six ans les mandats des administrateurs suivants:

Monsieur Nico BETZEN, administrateur et administrateur-délégué, né à Diekirch (L) le 24.07.1962, demeurant professionnellement à L – 9455 Fohren, 15, Dikricherstrooss Madame Mireille SCHAUL, administrateur, née à Differdange (L) le 05.09.1964, demeurant professionnellement à L – 9455 Fohren, 15, Dikricherstrooss

Monsieur Clément MIGNOT, administrateur, né à Les Pavillons sous Bois (F) le 09.12.1976, demeurant professionnellement à L – 9455 Fohren, 15, Dikricherstrooss

Ces mandats se termineront à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de l'an 2017

Le mandat du commissaire aux comptes la société EWA REVISION S.A., inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 38 937, avec siège social à L – 9053 Ettelbruck, 45, Avenue J.F. Kennedy, est également renouvelé jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de l'an 2017.

Pour extrait sincère et conforme

Un administrateur

Référence de publication: 2011154774/21.

(110180522) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2011.

Agif S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 31, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 85.992.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 11 novembre 2011

L'assemblée a nommé un nouvel administrateur en remplacement de Monsieur Giuseppe CASTELLANETA démissionnaire.

L'Assemblée a nommé:

Monsieur Marco BARCAGLIONI, ayant son adresse professionnelle au 31, Grand-Rue L-1661 Luxembourg, aux fonctions d'administrateur jusqu'à l'Assemblée statuant sur les comptes annuels arrêtés aux 31 décembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AGIF S.A.

Signature

Référence de publication: 2011154215/16.

(110179983) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2011.

Agif S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 31, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 85.992.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AGIF S.A.

31, Grand Rue - L-1661 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2011154216/12.

(110180280) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2011.

Nise Investments SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1635 Luxembourg, 87, allée Léopold Goebel.

R.C.S. Luxembourg B 110.961.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires en date du 10 octobre 2011 sur l'exercice 2010 à Luxembourg

L'assemblée générale constate que les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes sont venus à échéance.

L'assemblée générale décide de renouveler les mandats des administrateurs jusqu'à l'assemblée générale de l'année 2014 comme suit:

Monsieur Kähäri Heikki, administrateur, avec adresse professionnelle à L-6996 Oberanven, 31, rue Scheid.

Monsieur Henschen Raymond, administrateur, avec adresse à L-2241 Luxembourg, 20, rue Tony Neuman.

Monsieur Juntti Jaakko, avec adresse à MC-98000 Monaco, 31, avenue Princesse Grace.

L'assemblée générale décide de renouveler le mandat de l'administrateur-délégué jusqu'à l'assemblée générale de l'année 2014 comme suit:

Monsieur Kähäri Heikki, administrateur-délégué, avec adresse professionnelle à L-6996 Oberanven, 31, rue Scheid. Il peut engager la société par sa seule signature.

L'assemblée générale décide de nommer comme commissaire aux comptes jusqu'à l'assemblée générale de l'année 2014 la société Fiduplan S.A. RCS B 44.563 avec siège social à L-1635 Luxembourg 87, allée Léopold Goebel.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Fiduplan S.A.

Signature

Référence de publication: 2011155488/26.

(110180592) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2011.

Agricultural Finance Investments S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 146.061.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration en date du 8 novembre 2011

Le Conseil d'Administration décide de nommer BPH FINANCE S.A., ayant son siège social 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B – 51.675 au poste de déléguée à la gestion journalière des affaires de la Société.

Pour la Société

Référence de publication: 2011154217/11.

(110179930) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2011.

AI International, s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 104.685.

Le Bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 14 novembre 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011154219/10.

(110180228) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2011.

Airvault S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 156.759.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration en date du 8 novembre 2011

Le Conseil d'Administration décide de nommer BPH FINANCE S.A., ayant son siège social 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B – 51.675 au poste de déléguée à la gestion journalière des affaires de la Société.

Pour la Société

Référence de publication: 2011154220/11.

(110179928) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2011.

RTL 9 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1543 Luxembourg, 45, boulevard Pierre Frieden.
R.C.S. Luxembourg B 50.987.

EXTRAIT

Il résulte que le mandat de Ernst & Young, société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 7, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 47771, en tant que commissaire aux comptes a été terminé avec effet immédiat et que par les résolutions prises par l'assemblée générale en date du 31 mai 2011, Ernst & Young a été nommé avec effet immédiat et jusqu'à l'assemblée générale annuelle ayant à approuver les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2011, en tant que réviseur d'entreprises.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 15 novembre 2011.

Pour extrait conforme

ATOZ SA

Aerogolf Center - Bloc B

1, Heienhaff

L-1736 Sennigerberg

Signature

Référence de publication: 2011155213/22.

(110180677) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2011.

ODSI Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3410 Dudelange, 10, rue de la Libération.
R.C.S. Luxembourg B 84.793.

Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires tenue au siège social de la société en date du 7 février 2011.

L'Assemblée:

- accepte la démission de Monsieur Jean-Luc VOLPEZ de ses fonctions d'administrateur et d'administrateur délégué et de Monsieur André SPINDLER de sa fonction d'administrateur,

- nomme en remplacement deux nouveaux administrateurs:

Monsieur Christophe GENET, né le 12 décembre 1971 à Salon-de-Provence (France) et demeurant 10 rue Luxembourg, F-67610 La Wantzenau (France).

Monsieur Romuald VALICHON, né le 2 août 1970 à Dijon (France) et demeurant 6 rue Principale, F-67270 Kienheim (France).

Ils termineront les mandats de Monsieur Jean-Luc VOLPEZ et de Monsieur André SPINDLER, démissionnaires, et leurs mandats viendront à échéance le 14 mai 2012.

- nomme un quatrième administrateur:

Monsieur Vincent NOE, né le 19 octobre 1969 à Haguenau (France) et demeurant 33 rue des Remparts, F-67520 Kuttolsheim (France). Son mandat viendra à échéance le 14 mai 2012.

- accepte la démission de la société European Management Fiduciary S.A. de ses fonctions de commissaire aux comptes, - nomme comme nouveau commissaire aux comptes, la société MPM International S.A. ayant son siège social 30 route de Luxembourg, L-6916 Roodt-Sur-Syre et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B-69702. Son mandat viendra à échéance le 14 mai 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 février 2011.

Certifié sincère et conforme

Référence de publication: 2011155158/29.

(110180395) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2011.

BRC Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 92.577.

Extrait des décisions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires en date du 11 novembre 2011

Jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2012, M. Ladislav Trucka, né le 10 juillet 1979 à Bratislava, Slovaquie, résidant à Ruzinov Drienova 16160/1F, 81101 Bratislava, Slovaquie a été nommé administrateur de la société.

Jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2012, M. Jan Bukovsky, né le 6 mai 1975 à Martin, Slovaquie, résidant à Petrzalka Jungmannova 1172/20, Bratislava, Slovaquie a été nommé administrateur de la société.

Luxembourg, le 11 novembre 2011.

Pour extrait sincère et conforme

Pour BRC LUXEMBOURG

United International Management S.A.

Référence de publication: 2011154288/16.

(110179528) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2011.

Imperial Financing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 163.170.250,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 117.754.

In the year two thousand and eleven on the twenty-seven of October.

Before Us, Maître Francis Kessler, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Imperial Holding S.C.A., a partnership limited by shares (société en commandite par actions) incorporated and existing under Luxembourg law, having its registered office at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 117750,

here represented by Mr. Richard Fauvel, employee, with professional address at 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on October 25, 2011.

The said proxy, signed ne varietur by the proxy holder of the appearing person and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state that:

I. The appearing person is the sole shareholder of the private limited liability company established and existing in the Grand Duchy of Luxembourg under the name of "Imperial Financing S.à r.l." (hereinafter, the Company), with registered office at 2, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 117754, established pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg of June 22, 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 1721, of September 14, 2006, and whose bylaws have been lastly amended by a deed of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg

of July 26, 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 2043, of September 30, 2010.

II. The Company's share capital is set at eighty-four million one hundred seventy thousand two hundred fifty Euros (EUR 84.170.250,00) represented by three million three hundred sixty-six thousand eight hundred ten (3.366.810) shares of twenty-five Euro (EUR 25,00) each.

III. The sole shareholder resolves to change the financial year end of the Company, which shall henceforth begin on the 1st of November of each year and which shall terminate on the 31 of October of each next year.

IV. The sole shareholder resolves to acknowledge that the current financial year of the Company, which started on January 1, 2011, should end on October 31, 2011.

V. The sole shareholder resolves to amend the Article 15. of the articles of association of the Company, so that it shall henceforth read as follows:

“ **Art. 15.** The Company's financial year starts on the 1st of November of each year and ends on the 31st of October of each next year.”

VI. The sole shareholder resolves to increase the Company's share capital by the amount of seventy-nine million Euros (EUR 79.000.000,00) to raise it from its present amount of eighty-four million one hundred seventy thousand two hundred fifty Euros (EUR 84.170.250,00) to one hundred sixty-three million one hundred seventy thousand two hundred fifty Euros (EUR 163.170.250,00) by creation and issuance of three million one hundred sixty thousand (3.160.000) shares with a nominal value of twenty-five Euros (EUR 25,00) each, all vested with the same rights and obligations as the existing ordinary shares (the New Shares) for an aggregate amount of seventy-nine million Euros (EUR 79.000.000,00).

Subscription – Payment

Imperial Holding S.C.A., prenamed (the Contributor) through its proxyholder, declares to subscribe for the three million one hundred sixty thousand (3.160.000) New Shares.

The Contributor resolves to fully pay up the New Shares by contribution in kind consisting in the conversion of receivables for the aggregate amount of seventy-nine million Euros (EUR 79.000.000,00) which contribution is accepted by the Company.

The Contributor states, as per the contribution declaration annexed to the present deed, that it is the unlimited owner of the receivable to be contributed, which is freely transferable and is not subject to any kind of pre-emption right, purchase option by virtue of which a third party could request that the receivable to be contributed or part of these be transferred to it.

The Contributor further states that the receivable to be contributed is free of any pledge, guarantee or usufruct.

Report of the Company's managers

The report of the managers of the Company, dated October 27, 2011, annexed to the present deed, attests that the managers of the Company, acknowledging having been informed beforehand of the extent of their responsibility, legally bound as managers of the Company owing the above described contribution in kind, expressly agree with its description, with its valuation and confirm the validity of the subscription and payment.

VII. The sole shareholder resolves to amend article 6 of the Company's articles of association, to give it henceforth the following content:

“ **Art. 6.** The share capital is fixed at one hundred sixty-three million one hundred seventy thousand two hundred fifty Euros (EUR 163.170.250,00) represented by six million five hundred twenty-six thousand eight hundred ten (6.526.810) shares of twenty-five Euros (EUR 25,00) each.”

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the above resolutions are estimated at six thousand eight hundred Euro (EUR 6.800,00).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxy holder of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Senningerberg, on the date first written above.

The document having been read to the proxy holder of the person appearing, who is known to the notary by his full name, civil status and residence, he signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le vingt-sept octobre.

Par-devant Nous, Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Imperial Holding S.C.A., une société en commandite par actions établie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 117750,

ici représenté par M. Richard Fauvel, employé, avec adresse professionnelle au 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 25 octobre 2011.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire du comparant et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrées avec elles.

Le comparant, représenté par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

I. La comparante est l'associée unique de la société à responsabilité limitée établie dans le Grand-Duché de Luxembourg sous la dénomination «Imperial Financing S.à r.l.» (ci-après, la Société), ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 117754, constituée par acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg en date du 22 juin 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1721, en date du 14 septembre 2006, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte de Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg en date du 26 juillet 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2043, en date du 30 septembre 2010.

II. Le capital social de la Société est fixé à quatre-vingt-quatre millions cent soixante-dix mille deux cent cinquante Euros (EUR 84.170.250,00) représenté par trois millions trois cent soixante six mille huit cent dix (3.366.810) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (EUR 25,00) chacune.

III. L'associé unique décide de changer la date de fin de l'exercice comptable de la Société, qui commencera dorénavant le 1^{er} novembre de chaque année et finira le 31 octobre de chaque année suivante.

IV. L'associé unique décide de reconnaître que l'exercice social en cours, commencé le 1^{er} janvier 2011, finira le 31 octobre 2011.

V. L'associé unique décide de modifier l'article 15. des statuts de la Société pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 15.** L'exercice social commence le 1^{er} novembre de chaque année et se termine le 31 octobre de chaque année suivante.»

VI. L'associé unique décide d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de soixante-dix-neuf millions d'Euros (EUR 79.000.000,00) pour l'augmenter de son montant actuel de quatre-vingt-quatre millions cent soixante-dix mille deux cent cinquante Euros (EUR 84.170.250,00) à cent soixante-trois millions cent soixante-dix mille deux cent cinquante Euros (EUR 163.170.250,00) par la création et l'émission de trois millions cent soixante mille (3.160.000) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (EUR 25,00) chacune, toutes investies des mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes (les Nouvelles Parts Sociales) représentant un montant total de soixante-dix-neuf millions d'Euros (EUR 79.000.000,00).

Souscription – Libération

Imperial Holding S.C.A, prénommée (le Souscripteur), par son mandataire, déclare souscrire les trois millions cent soixante mille (3.160.000) Nouvelles Parts Sociales.

Le Souscripteur décide de libérer intégralement les Nouvelles Partes Sociales par apport en nature consistant en la conversion d'une créance d'un montant total de soixante-dix-neuf millions d'Euros (EUR 79.000.000,00), laquelle contribution est acceptée par la Société.

Le Souscripteur déclare, en conformité avec la déclaration d'apport annexée au présent acte, qu'il est le seul propriétaire sans restriction de la créance devant être contribué, laquelle est librement transférable et n'est soumise à aucun droit de préemption, aucune option d'achat en vertu de laquelle un tiers pourrait demander que tout ou partie de la créance lui soit transférée.

Le Souscripteur déclare également que la créance faisant l'objet de la contribution n'est grevée d'aucun nantissement, garantie ou usufruit.

Rapport des gérants de la Société

Le rapport des gérants de la Société en date du 27 octobre 2011, annexé aux présentes, atteste que les gérants de la Société, reconnaissant avoir pris connaissance de l'étendue de leur responsabilité, légalement engagés en leur qualité de gérant de la Société à raison de l'apport en nature décrit plus haut, marquent expressément leur accord sur la description de l'apport en nature, sur son évaluation et confirment la validité des souscriptions et libérations.

VII. L'associé unique décide de modifier l'article 6 des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 6.** Le capital social de la Société est fixé à cent soixante-trois millions cent soixante-dix mille deux cent cinquante Euros (EUR 163.170.250,00) représenté par six millions cinq cent vingt-six mille huit cent dix (6.526.810) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (EUR 25,00) chacune.»

148352

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués à la somme de six mille huit cents Euros (EUR 6.800,00).

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du mandataire de la personne comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT PROCES-VERBAL, passé à Senningerberg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la personne comparante, connu du notaire par son nom et prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire, le présent acte.

Signé: Fauvel, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 4 novembre 2011. Relation: EAC/2011/14735. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur ff. (signé): T. Thoma.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011154463/150.

(110180036) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2011.

Albergo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

R.C.S. Luxembourg B 93.556.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 Novembre 2011.

TMF Management Luxembourg S.A.

Signataire autorisé

Référence de publication: 2011154221/12.

(110180230) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2011.

Aludev S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 91.591.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration en date du 8 novembre 2011

Le Conseil d'Administration décide de nommer BPH FINANCE S.A., ayant son siège social 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B – 51.675 au poste de déléguée à la gestion journalière des affaires de la Société.

Pour la Société

Référence de publication: 2011154226/11.

(110180072) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2011.

Albergo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 93.556.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 Novembre 2011.

TMF Management Luxembourg S.A.

Signataire autorisé

Référence de publication: 2011154222/12.

(110180231) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2011.

Alinvest Ltd, Société Anonyme.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 34, rue Michel Rodange.
R.C.S. Luxembourg B 129.216.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 11 novembre 2011.
Référence de publication: 2011154224/10.
(110179608) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2011.

Amis Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 122.841.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration en date du 8 novembre 2011

Le Conseil d'Administration décide de nommer BPH FINANCE S.A., ayant son siège social 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B – 51.675 au poste de déléguée à la gestion journalière des affaires de la Société.

Pour la Société

Référence de publication: 2011154228/11.
(110180071) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2011.

Barcon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.
R.C.S. Luxembourg B 88.605.

Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale Ordinaire tenue au siège social de façon extraordinaire le 10 novembre 2011

6^{ème} Résolution:

L'Assemblée Générale accepte la démission de Monsieur Nour-Eddin NIJAR de son mandat d'Administrateur avec effet immédiat.

L'Assemblée Générale décide de nommer comme nouvel Administrateur, en remplacement de l'administrateur démissionnaire, Madame Cornélia METTLEN, employée privée, née le 29 janvier 1963 à Sankt Vith (Belgique), résidant professionnellement au 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg. Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire annuelle de l'an 2015.

Luxembourg.

Certifié sincère et conforme

Pour BARCON S.A.

FIDALUX S.A.

Agent domiciliatane

Référence de publication: 2011154865/21.
(110180827) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2011.

MAN Umbrella SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 53.150.

In the year two thousand and eleven, on the twelfth day of October.

Before us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of shareholders of MAN UMBRELLA SICAV, a public limited company («société anonyme») with its registered office in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, qualifying as an investment company with variable share capital within the meaning of the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, incorporated pursuant to a notarial deed dated 13 December 1995 of Maître Frank Baden, notary residing in Luxembourg, which was published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the «Mémorial»), number 31 on 17 January 1996. The articles of incorporation have been amended for the last time on 10 December 2009 by a notarial deed of the undersigned notary and were published in the Mémorial, number 361 on 18 February 2010.

The meeting was opened under the chairmanship of Henning Schwabe, lawyer, residing professionally in Luxembourg, who appointed as secretary Michael Kirsch, lawyer, residing professionally in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Dr. Florian Ochmann, lawyer, residing professionally in Luxembourg.

After the constitution of the board of the meeting, the Chairman declared and requested the notary to record that:

I. The present meeting has been called pursuant to a second convening notice, the extraordinary general meeting held before the undersigned notary on September 8, 2011 having not reached the quorum required by Article 67-1 (2) of the Luxembourg law on commercial companies, as amended, and thus could not validly deliberate on the items of its agenda.

II. The names of the shareholders present at the meeting or duly represented by proxy, the proxies of the shareholders represented, as well as the number of shares held by each shareholder, are set forth on the attendance list, signed by the shareholders present, the proxies of the shareholders represented, the members of the board of the meeting and the notary. The aforesaid list shall be attached to the present deed and registered therewith. The proxies given shall be initialled «ne varietur» by the members of the board of the meeting and by the notary and shall be attached in the same way to this document.

III. No quorum is required by Article 67-1 (2) of the Luxembourg law on commercial companies, as amended, and the resolution on each item of the agenda and the resolution on each item of the agenda has to be passed by the affirmative vote of at least two thirds of the votes validly cast in the Company.

IV. Convening notices have been sent by registered mail to each registered shareholder on September 9, 2011 and been published in the Mémorial, the Luxemburger Wort, the Tageblatt and several foreign newspapers on September 9, 2011 and September 27, 2011.

V. The agenda of the present meeting is the following:

1. Replacement of all references in the articles of incorporation to the Law of 20 December 2002 by references to the Law of 17 December 2010 and replacement of all references to the Directive 85/611/EEC by references to the Directive 2009/65/EC.

2. Amendment of Article 5 point 3 “Company assets” of the articles of incorporation, so as to read as follows:

The Board will assign pursuant to Article 181 (1) of the Law of 17 December 2010 a portion of the Company assets to each class of share (such portion of the Company assets hereinafter referred to as a sub-fund) for which shares will be issued pursuant to Article 7 of the Articles of Incorporation in the form of one or more classes of shares. In relation to third parties, the assets of a sub-fund are only liable for such liabilities attributable to the sub-fund in question.

3. Addition of a new point 7 under Article 8 “Redemption of shares” of the articles of incorporation, Which shall read as follows:

The Company shall have the right, if the Board so determines, and with the express consent of the relevant shareholder, to satisfy payment of the redemption price to any shareholder in specie by allocating to the shareholder investments from the portfolio of assets in such share class or sub-fund equal in value (as calculated in the manner described in Article 11 hereof) as of the valuation day on which the redemption price is determined to the value of the shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other shareholders of the relevant share class or sub-fund and the valuation used shall be confirmed by a special report of the auditor appointed by the Company pursuant to Article 22 hereof. The costs of any such transfers shall be borne by the shareholder.

4. Addition of a new point 4 of Article 11 “Net asset value per share” of the articles of incorporation, Which shall read as follows:

With respect to specific share classes or sub-funds and as further specified in the sales prospectus, the Board may determine to apply an alternative net asset value calculation method (to include such reasonable factors as they see fit) to the net asset value per share of such share class or sub-fund. This method of valuation is intended to pass the estimated costs of underlying investment activity of the sub-fund to the active shareholders by adjusting the net asset value of the relevant share class or sub-fund and thus to protect long-term shareholders from costs associated with ongoing subscription and redemption activity.

This alternative net asset value calculation method may take account of trading spreads on the investments of the share class or sub-fund, the value of any duties and charges incurred as a result of trading and may include an allowance for market impact.

Where the Board, based on the prevailing market conditions and the level of subscriptions or redemptions requested by shareholders or potential shareholders in relation to the size of the relevant share class or sub-fund, has determined for a particular share class or sub-fund to apply an alternative net asset value calculation method, the share class or sub-fund may be valued either on a bid or offer basis (which would include the factors referenced in the preceding paragraph).

5. Addition of new letters g. to k. to point 2 of Article 12 “Frequency and Temporary suspension of the calculation of the net asset value and Of the issue and redemption of shares” of the articles of incorporation, which shall read as follows:

g. following the suspension of the (i) calculation of the net asset value per share, (ii) the issue, (iii) redemption and/or (iv) the conversion of the units / shares issued within the master fund in which a sub-fund of the Company invests in its quality as a feeder fund of such master fund;

h. during a period where the relevant indices underlying the derivative instruments which may be entered into by the relevant sub-funds of the Company are not compiled or published;

i. during any period when for any other reason the prices of any investments owned by the Company, in particular the derivative instruments and repurchase transactions which may be entered into by the Company in respect of any sub-fund, cannot promptly or accurately be ascertained;

j. during any period when the dealing of the shares of the relevant share class or sub-fund of the Company on the relevant stock exchanges where the shares of the relevant share class or sub-fund of the Company are listed is suspended or restricted;

k. during any period during which the relevant stock exchanges on which the shares of the relevant share class or sub-fund of the Company are listed are closed.

6. Amendment of point 1 and 2 of Article 13 “The Board of Directors” of the articles of incorporation, So as to read as follows:

1. The Company is managed by a Board comprising at least three members. The members of the Board are not required to hold shares in the Company. They are elected by the shareholders’ meeting, in particular by the shareholders at their annual general meeting for a period ending in principle at the next annual general meeting or until their successors are elected and qualify. The shareholders’ meeting also determines the number of Board members, their remuneration and their period of office, which may run for a maximum of six years. The Board members may be re-elected. The shareholders’ meeting may assign the day-to-day running of the business in its entirety to one or more of the persons stipulated in Article 60 of the Law of 10 August 1915.

2. Board members are elected by a simple majority of the shares present or represented at the shareholders’ meeting and shall be subject to the approval of the Luxembourg regulatory authorities.

7. Amendment of letter i) and addition of a new letter j) of Article 18 “Investment policy and investment restrictions” of the articles of incorporation, Which shall read as follows:

i) The relevant sub-fund will not invest more than in aggregate 10% of its net as-set value in units of UCITS or other UCI unless the relevant appendix of such subfund in the prospectus of the Company explicitly provides for a deviant investment policy in this respect. In particular, such appendix may allow the investment in units of a master fund qualifying as a UCITS provided that the relevant sub-fund invests at least 85% of its net asset value in units of such master fund and that such master fund shall neither itself be a feeder fund nor hold units/shares of a feeder fund.

j) A sub-fund may invest in shares of another sub-fund of the Company (the “Target Sub-Fund”) provided that

- the Target Sub-Fund does not, in turn, invest in the sub-fund invested in this Target Sub-Fund; and
- no more than 10% of the assets of the Target Sub-Fund whose acquisition is contemplated may be invested in aggregate in units of other Target Sub-Funds; and
- voting rights attached to the relevant shares are suspended for as long as they are held by the sub-fund concerned and without prejudice to the appropriate processing in the accounts and the periodic reports; and
- in any event, for as long as these shares are held by the sub-fund, their value will not be taken into consideration for the calculation of the net assets of the Company for the purposes of verifying the minimum threshold of the net assets as set out in Article 5 point 7; and
- there is no duplication of management, performance, subscription or redemption fees amongst the Target Sub-Fund and the investing sub-fund.

8. Amendment of Article 21 “Remuneration of the Board” of the articles of incorporation which shall be renamed “Remuneration and indemnification of the Board”, So as to read as follows:

The remuneration for Board members is determined by the shareholders’ meeting.

Every Board member, managerial employee, managing director, agent, auditor or officer of the Company and his personal representatives shall be indemnified and secured harmless out of the assets of the relevant sub-fund(s) against all actions, proceedings, costs, charges, expenses, losses, damages or liabilities (“Losses”) incurred or sustained by him in or about the conduct of the Company business or affairs or in the execution or discharge of his duties, powers, authorities or discretions, including Losses incurred by him in defending (whether successfully or otherwise) any civil proceedings concerning the Company in any court whether in Luxembourg or elsewhere. No such person shall be liable: (i) for the acts, receipts, neglects, defaults or omissions of any other such person; or (ii) by reason of his having joined in any receipt for money not received by him personally; or (iii) for any loss on account of defect of title to any property of the Company; or (iv) on account of the insufficiency of any security in or upon which any money of the Company shall be invested; or (v) for any loss incurred through any bank, broker or other agent; or (vi) for any loss, damage or misfortune whatsoever which may happen in or arise from the execution or discharge of the duties, powers, authorities, or discretions of his office or in relation thereto, unless the same shall happen through his own gross negligence or wilful misconduct against the Company.

9. Amendment of Article 26 “Dissolution and merger of sub-funds” of the articles of incorporation which shall be renamed “Dissolution of sub-funds”, So as to read as follows:

Without prejudice to the powers of the Board pursuant to Article 8 point 8, the meeting of the shareholders of a sub-fund may resolve to reduce the Company assets by dissolving the sub-fund concerned and cancelling any shares issued

in such subfund and to pay out to the shareholders the unit price of the shares, as determined on the valuation day on which the resolution takes effect, less any costs incurred in connection with liquidating the sub-fund. No quorum is required at the general meetings of sub-fund shareholders and any resolutions put to the vote of the meeting are passed by a simple majority of the shareholders present or shares represented.

Once a sub-fund has been liquidated, any liquidation proceeds relating to shares that have not been surrendered will be deposited at the Caisse de Consignation in Luxembourg following the date on which the liquidation proceedings were completed.

The liquidation of a sub-fund shall have no influence on any other sub-fund. The liquidation of the last remaining sub-fund will result in the Company's liquidation.

10. Addition of a new Article 27 "Mergers" of the articles of incorporation, Which shall read as follows:

1. The Board may decide to proceed with a merger (within the meaning of the Law of 17 December 2010) of the Company or of one of the Sub-Funds, either as receiving or absorbed UCITS or Sub-Fund, subject to the conditions and procedures imposed by the Law of 17 December 2010, in particular concerning the merger project and the information to be provided to the shareholders, as follows:

- a. The Board may decide to proceed with a merger of the Company, either as receiving or absorbed UCITS, with:
- another Luxembourg or foreign UCITS (the "New UCITS"); or
 - a sub-fund thereof,

and, as appropriate, to redesignate the shares of the Company concerned as Shares of this New UCITS, or of the relevant sub-fund thereof as applicable.

In case the Company involved in a merger is the receiving UCITS (within the meaning of the Law of 17 December 2010), solely the Board will decide on the merger and effective date thereof.

In the case the Company involved in a merger is the absorbed UCITS (within the meaning of the Law of 17 December 2010), and hence ceases to exist, the general meeting of the shareholders has to approve, and decide on the effective date of such merger by a resolution adopted with no quorum requirement and at a simple majority of the votes cast at such meeting.

b. The Board may decide to proceed with a merger (within the meaning of the Law of 17 December 2010) of any Sub-Fund, either as receiving or absorbed Sub-Fund, with:

- another existing Sub-Fund within the Company or another sub-fund within a New UCITS (the "New Sub-Fund"); or
- a New UCITS,

and, as appropriate, to redesignate the shares of the Sub-Fund concerned as shares of the New UCITS, or of the New Sub-Fund as applicable.

2. Notwithstanding the powers conferred to the Board under the preceding section, the general meeting of shareholders may decide to proceed with a merger (within the meaning of the Law of 17 December 2010) of the Company or of one of the Sub-Funds, either as receiving or absorbed UCITS or Sub-Fund, subject to the conditions and procedures imposed by the Law of 17 December 2010, in particular concerning the merger project and the information to be provided to the shareholders, as follows:

a. The general meeting of the shareholders may decide to proceed with a merger of the Company, either as receiving or absorbed UCITS, with:

- a New UCITS; or
- a sub-fund thereof.

The decision shall be adopted by a general meeting of the shareholders for which there shall be no quorum requirement and which will decide on such a merger and its effective date by a resolution adopted at a simple majority of the votes validly cast at such meeting.

b. The general meeting of a Sub-Fund may also decide a merger (within the meaning of the Law of 17 December 2010) of the relevant Sub-Fund, either as receiving or absorbed Sub-Fund, with:

- any New UCITS; or
- a New Sub-Fund

by a resolution adopted with no quorum requirement at a simple majority of the votes validly cast at such meeting.

3. Any cost associated with the preparation and the completion of the merger shall neither be charged to the Company nor its shareholders.

Shareholders will in any case be entitled to request, without any charge other than those retained by the Company or the Sub-Fund to meet disinvestment costs, the repurchase or redemption of their shares, or, where possible, to convert them into units or shares of another UCITS pursuing a similar investment policy and managed by the same management company or by any other company with which the management company is linked by common management or control, or by substantial direct or indirect holding, in accordance with the provisions of the Law of 17 December 2010.

11. Renumbering of all Articles after the new Article 27 "Mergers" of the articles of incorporation and All references thereto.

12. Miscellaneous.

VI. Pursuant to the attendance list, six shareholders, holding together 195,490.233 shares, that is to say 1.6 per cent of the issued shares, are present or represented.

After deliberation, the general meeting took the following resolutions:

First resolution

The meeting decides to replace all references in the articles of incorporation to the law of 20 December 2002 on undertakings for collective investment by references to the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment and to replace all references to the Directive 85/611/EEC by references to the Directive 2009/65/EC.

Second resolution

The meeting decides to amend Article 5 point 3 “Company assets” of the articles of incorporation, so as to read as follows:

“The Board will assign pursuant to Article 181 (1) of the Law of 17 December 2010 a portion of the Company assets to each class of share (such portion of the Company assets hereinafter referred to as a sub-fund) for which shares will be issued pursuant to Article 7 of the Articles of Incorporation in the form of one or more classes of shares. In relation to third parties, the assets of a sub-fund are only liable for such liabilities attributable to the sub-fund in question.”

Third resolution

The meeting decides to amend Article 5 point 3 “Company assets” of the articles of incorporation, so as to read as follows:

“The Board will assign pursuant to Article 181 (1) of the Law of 17 December 2010 a portion of the Company assets to each class of share (such portion of the Company assets hereinafter referred to as a sub-fund) for which shares will be issued pursuant to Article 7 of the Articles of Incorporation in the form of one or more classes of shares. In relation to third parties, the assets of a sub-fund are only liable for such liabilities attributable to the sub-fund in question.”

Fourth resolution

The meeting decides to add a new point 7 under Article 8 “Redemption of shares” of the articles of incorporation, which shall read as follows:

“The Company shall have the right, if the Board so determines, and with the express consent of the relevant shareholder, to satisfy payment of the redemption price to any shareholder in specie by allocating to the shareholder investments from the portfolio of assets in such share class or sub-fund equal in value (as calculated in the manner described in Article 11 hereof) as of the valuation day on which the redemption price is determined to the value of the shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other shareholders of the relevant share class or sub-fund and the valuation used shall be confirmed by a special report of the auditor appointed by the Company pursuant to Article 22 hereof. The costs of any such transfers shall be borne by the shareholder.”

Fifth resolution

The meeting decides to add a new point 4 under 11 “Net asset value per share” of the articles of incorporation, which shall read as follows:

“With respect to specific share classes or sub-funds and as further specified in the sales prospectus, the Board may determine to apply an alternative net asset value calculation method (to include such reasonable factors as they see fit) to the net asset value per share of such share class or sub-fund. This method of valuation is intended to pass the estimated costs of underlying investment activity of the sub-fund to the active shareholders by adjusting the net asset value of the relevant share class or subfund and thus to protect long-term shareholders from costs associated with ongoing subscription and redemption activity.

This alternative net asset value calculation method may take account of trading spreads on the investments of the share class or sub-fund, the value of any duties and charges incurred as a result of trading and may include an allowance for market impact.

Where the Board, based on the prevailing market conditions and the level of subscriptions or redemptions requested by shareholders or potential shareholders in relation to the size of the relevant share class or sub-fund, has determined for a particular share class or sub-fund to apply an alternative net asset value calculation method, the share class or sub-fund may be valued either on a bid or offer basis (which would include the factors referenced in the preceding paragraph).”

Sixth resolution

The meeting decides to add new letters g. to k. to point 2 of Article 12 “Frequency and temporary suspension of the calculation of the net asset value and of the issue and redemption of shares” of the articles of incorporation, which shall read as follow:

g. “following the suspension of the (i) calculation of the net asset value per share, (ii) the issue, (iii) redemption and/ or (iv) the conversion of the units / shares issued within the master fund in which a sub-fund of the Company invests in its quality as a feeder fund of such master fund;

h. during a period where the relevant indices underlying the derivative instruments which may be entered into by the relevant sub-funds of the Company are not compiled or published;

i. during any period when for any other reason the prices of any investments owned by the Company, in particular the derivative instruments and repurchase transactions which may be entered into by the Company in respect of any sub-fund, cannot promptly or accurately be ascertained;

j. during any period when the dealing of the shares of the relevant share class or sub-fund of the Company on the relevant stock exchanges where the shares of the relevant share class or sub-fund of the Company are listed is suspended or restricted;

k. during any period during which the relevant stock exchanges on which the shares of the relevant share class or sub-fund of the Company are listed are closed.”

Sixth resolution

The meeting decides to amend point 1 and 2 of Article 13 “The Board of Directors” of the articles of incorporation, so as to read as follows:

1. “The Company is managed by a Board comprising at least three members. The members of the Board are not required to hold shares in the Company. They are elected by the shareholders’ meeting, in particular by the shareholders at their annual general meeting for a period ending in principle at the next annual general meeting or until their successors are elected and qualify. The shareholders’ meeting also determines the number of Board members, their remuneration and their period of office, which may run for a maximum of six years. The Board members may be re-elected. The shareholders’ meeting may assign the day-to-day running of the business in its entirety to one or more of the persons stipulated in Article 60 of the Law of 10 August 1915.

2. Board members are elected by a simple majority of the shares present or represented at the shareholders’ meeting and shall be subject to the approval of the Luxembourg regulatory authorities.”

Seventh resolution

The meeting decides to amend letter i) and to add a new letter j) of Article 18 “Investment policy and investment restrictions” of the articles of incorporation, which shall read as follows:

“i) The relevant sub-fund will not invest more than in aggregate 10% of its net asset value in units of UCITS or other UCI unless the relevant appendix of such subfund in the prospectus of the Company explicitly provides for a deviant investment policy in this respect. In particular, such appendix may allow the investment in units of a master fund qualifying as a UCITS provided that the relevant sub-fund invests at least 85% of its net asset value in units of such master fund and that such master fund shall neither itself be a feeder fund nor hold units/shares of a feeder fund.

j) A sub-fund may invest in shares of another sub-fund of the Company (the “Target Sub-Fund”) provided that

- the Target Sub-Fund does not, in turn, invest in the sub-fund invested in this Target Sub-Fund; and
- no more than 10% of the assets of the Target Sub-Fund whose acquisition is contemplated may be invested in aggregate in units of other Target Sub-Funds; and
- voting rights attached to the relevant shares are suspended for as long as they are held by the sub-fund concerned and without prejudice to the appropriate processing in the accounts and the periodic reports; and
- in any event, for as long as these shares are held by the sub-fund, their value will not be taken into consideration for the calculation of the net assets of the Company for the purposes of verifying the minimum threshold of the net assets as set out in Article 5 point 7; and
- there is no duplication of management, performance, subscription or redemption fees amongst the Target Sub-Fund and the investing sub-fund.”

Eighth resolution

The meeting decides to amend Article 21 “Remuneration of the Board” of the articles of incorporation which shall be renamed “Remuneration and indemnification of the Board”, so as to read as follows:

“The remuneration for Board members is determined by the shareholders’ meeting.

Every Board member, managerial employee, managing director, agent, auditor or officer of the Company and his personal representatives shall be indemnified and secured harmless out of the assets of the relevant sub-fund(s) against all actions, proceedings, costs, charges, expenses, losses, damages or liabilities (“Losses”) incurred or sustained by him in or about the conduct of the Company business or affairs or in the execution or discharge of his duties, powers, authorities or discretions, including Losses incurred by him in defending (whether successfully or otherwise) any civil proceedings concerning the Company in any court whether in Luxembourg or elsewhere. No such person shall be liable: (i) for the acts, receipts, neglects, defaults or omissions of any other such person; or (ii) by reason of his having joined in any receipt for money not received by him personally; or (iii) for any loss on account of defect of title to any property of the Company;

or (iv) on account of the insufficiency of any security in or upon which any money of the Company shall be invested; or (v) for any loss incurred through any bank, broker or other agent; or (vi) for any loss, damage or misfortune whatsoever which may happen in or arise from the execution or discharge of the duties, powers, authorities, or discretions of his office or in relation thereto, unless the same shall happen through his own gross negligence or wilful misconduct against the Company.”

Ninth resolution

The meeting decides to amend Article 26 “Dissolution and merger of sub-funds” of the articles of incorporation which shall be renamed “Dissolution of sub-funds”, so as to read as follows:

“Without prejudice to the powers of the Board pursuant to Article 8 point 8, the meeting of the shareholders of a sub-fund may resolve to reduce the Company assets by dissolving the sub-fund concerned and cancelling any shares issued in such subfund and to pay out to the shareholders the unit price of the shares, as determined on the valuation day on which the resolution takes effect, less any costs incurred in connection with liquidating the sub-fund. No quorum is required at the general meetings of sub-fund shareholders and any resolutions put to the vote of the meeting are passed by a simple majority of the shareholders present or shares represented.

Once a sub-fund has been liquidated, any liquidation proceeds relating to shares that have not been surrendered will be deposited at the Caisse de Consignation in Luxembourg following the date on which the liquidation proceedings were completed.

The liquidation of a sub-fund shall have no influence on any other sub-fund. The liquidation of the last remaining sub-fund will result in the Company’s liquidation.”

Tenth resolution

The meeting decides to add a new Article 27 “Mergers” to the articles of incorporation which shall read as follows:

“1. The Board may decide to proceed with a merger (within the meaning of the Law of 17 December 2010) of the Company or of one of the Sub-Funds, either as receiving or absorbed UCITS or Sub-Fund, subject to the conditions and procedures imposed by the Law of 17 December 2010, in particular concerning the merger project and the information to be provided to the shareholders, as follows:

- a. The Board may decide to proceed with a merger of the Company, either as receiving or absorbed UCITS, with:
 - another Luxembourg or foreign UCITS (the “New UCITS”); or
 - a sub-fund thereof,

and, as appropriate, to redesignate the shares of the Company concerned as Shares of this New UCITS, or of the relevant sub-fund thereof as applicable.

In case the Company involved in a merger is the receiving UCITS (within the meaning of the Law of 17 December 2010), solely the Board will decide on the merger and effective date thereof.

In the case the Company involved in a merger is the absorbed UCITS (within the meaning of the Law of 17 December 2010), and hence ceases to exist, the general meeting of the shareholders has to approve, and decide on the effective date of such merger by a resolution adopted with no quorum requirement and at a simple majority of the votes cast at such meeting.

- b. The Board may decide to proceed with a merger (within the meaning of the Law of 17 December 2010) of any Sub-Fund, either as receiving or absorbed Sub-Fund, with:

- another existing Sub-Fund within the Company or another sub-fund within a New UCITS (the “New Sub-Fund”); or
- a New UCITS,

and, as appropriate, to redesignate the shares of the Sub-Fund concerned as shares of the New UCITS, or of the New Sub-Fund as applicable.

2. Notwithstanding the powers conferred to the Board under the preceding section, the general meeting of shareholders may decide to proceed with a merger (within the meaning of the Law of 17 December 2010) of the Company or of one of the Sub-Funds, either as receiving or absorbed UCITS or Sub-Fund, subject to the conditions and procedures imposed by the Law of 17 December 2010, in particular concerning the merger project and the information to be provided to the shareholders, as follows:

- a. The general meeting of the shareholders may decide to proceed with a merger of the Company, either as receiving or absorbed UCITS, with:

- a New UCITS; or
- a sub-fund thereof.

The decision shall be adopted by a general meeting of the shareholders for which there shall be no quorum requirement and which will decide on such a merger and its effective date by a resolution adopted at a simple majority of the votes validly cast at such meeting.

- b. The general meeting of a Sub-Fund may also decide a merger (within the meaning of the Law of 17 December 2010) of the relevant Sub-Fund, either as receiving or absorbed Sub-Fund, with:

- any New UCITS; or
- a New Sub-Fund

by a resolution adopted with no quorum requirement at a simple majority of the votes validly cast at such meeting.

3. Any cost associated with the preparation and the completion of the merger shall neither be charged to the Company nor its shareholders.

Shareholders will in any case be entitled to request, without any charge other than those retained by the Company or the Sub-Fund to meet disinvestment costs, the repurchase or redemption of their shares, or, where possible, to convert them into units or shares of another UCITS pursuing a similar investment policy and managed by the same management company or by any other company with which the management company is linked by common management or control, or by substantial direct or indirect holding, in accordance with the provisions of the Law of 17 December 2010.”

Eleventh resolution

The meeting decides to renumber all Articles after the new Article 27 “Mergers” of the articles of incorporation and all references thereto.

The resolutions have been taken by 146,515 votes in favour and 48,973 votes against.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the meeting, the members of the board of the meeting, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, signed together with us, the notary, the present original deed, no shareholder expressing the wish to sign.

Gezeichnet: H. SCHWABE, M. KIRSCH, F. OCHMANN und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 21 octobre 2011. Relation: LAC/2011/46689. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

-FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG – Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 7. November 2011.

Référence de publication: 2011151334/381.

(110176059) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2011.

**Eurofins Forensics LUX Holding, Société à responsabilité limitée,
(anc. Eurofins Forensics Holding LUX).**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 154.225.

L’an deux mille onze, le quinze novembre.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette,

A comparu:

La société à responsabilité limitée “Eurofins International Holdings LUX”, établie et ayant son siège social à L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 157959,

ici représentée par Monsieur Luca COZZANI, demeurant professionnellement à B-1950 Bruxelles, 455, chaussée de Malines,

en vertu d’une procuration sous seing privé lui délivrée.

Laquelle procuration après avoir été signée “ne varietur” par le comparant et le notaire instrumentant demeurera annexée aux présentes pour être soumise ensemble aux formalités de l’enregistrement.

La comparante dûment représentée agissant en tant qu’associé unique de la société à responsabilité limitée “Eurofins Forensics Holding LUX”, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 13 juillet 2010, publié au Mémorial C numéro 1696 du 19 août 2010, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B154225.

Ensuite la comparante, représentant l’intégralité du capital social a pris à l’unanimité la résolution suivante:

Résolution unique

L’associé unique décide de changer la dénomination de la société de “Eurofins Forensics Holding LUX” en “Eurofins Forensics LUX Holding”, et de modifier en conséquence l’article 4 des statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

” **Art. 4.** La société prend la dénomination de “Eurofins Forensics LUX Holding”.”.

Frais

Les frais, dépenses, charges et rémunérations en relation avec les présentes sont tous à charge de la société.
Plus rien d'autre ne se trouvant à l'ordre du jour, le comparant a déclaré close la présente assemblée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénoms usuels, état et demeure, il a signé le présent procès-verbal avec le notaire.

Signé: L.Cozzani, Moutrier Blanche

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 16 novembre 2011. Relation: EAC/2011/15237. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): A.Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 16 novembre 2011.

Référence de publication: 2011157047/40.

(110182198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2011.

RTL 9 S.A. et Cie S.E.C.S., Société en Commandite simple.

Siège social: L-1543 Luxembourg, 45, boulevard Pierre Frieden.

R.C.S. Luxembourg B 51.026.

—
EXTRAIT

Il résulte que le mandat de Ernst & Young, société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 7, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 47771, en tant que commissaire aux comptes a été terminé avec effet immédiat et que par les résolutions prises par l'assemblée générale en date du 31 mai 2011, Ernst & Young a été nommé avec effet immédiat et jusqu'à l'assemblée générale annuelle ayant à approuver les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2011, en tant que réviseur d'entreprises

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 15 novembre 2011.

Pour extrait conforme

ATOZ SA

Aerogolf Center - Bloc B

1, Heienhaff

L-1736 Sennigerberg

Signature

Référence de publication: 2011155214/22.

(110180672) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2011.

AMS Finsoft S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5231 Sandweiler, 69, rue d'Itzig.

R.C.S. Luxembourg B 69.269.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011154229/10.

(110179939) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2011.

AMS Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 110.671.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011154230/10.

(110179933) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2011.

Amsit, Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 64.893.

—
Extrait du procès-verbal d'une réunion de l'assemblée générale tenue au siège social le 19 janvier 2011

Après avoir délibéré, l'Assemblée prend à l'unanimité des voix la résolution suivante:

En ce qui concerne le contrôle des comptes 2010, l'Assemblée Générale décide de remplacer le Réviseur d'Entreprises actuel, EWA Revision SA, par la société FIDEWA Audit S.A., société immatriculée au registre de commerce sous le numéro B-155324, domiciliée 43, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg et représentée par Monsieur Raphaël Loschetter demeurant professionnellement à 9053 Ettelbruck, 45 avenue J-F Kennedy.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale de 2011.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2011154231/15.

(110179878) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2011.

Coiffure Masculine FEF, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4601 Differdange, 42, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 108.862.

—
Le 07 juillet 2011, les associés de la Société à Responsabilité Limitée COIFFURE MASCULINE FEF, S.à r.l. ont pris la résolution suivante:

L'assemblée a décidé de transférer le siège social de la société à l'intérieur de la commune de 41-43, avenue de la Liberté, L-4601 Differdange au 42, avenue de la Liberté à L-4601 Differdange.

La nouvelle adresse de l'associé et gérant technique Monsieur Alvaro José Oliveira Barros Ribeiro, est à L-4687 Differdange, 197a, rue Woiver.

La nouvelle adresse de l'associé et gérant administratif Monsieur Joaquim Fernando Ferreira Alho est à L-4628 Differdange, 17, rue Metzimmert.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 07 juillet 2011.

COIFFURE MASCULINE FEF, S.à r.l.

Société à Responsabilité Limitée

Référence de publication: 2011154927/19.

(110181101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2011.

Anagallis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 123.698.

—
Extrait des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration en date du 8 novembre 2011

Le Conseil d'Administration décide de nommer BPH FINANCE S.A., ayant son siège social 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B – 51.675 au poste de déléguée à la gestion journalière des affaires de la Société.

Pour la Société

Référence de publication: 2011154232/11.

(110180264) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2011.

Annecy Capital S.A. (SPF), Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 151.530.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration en date du 8 novembre 2011

Le Conseil d'Administration décide de nommer BPH FINANCE S.A., ayant son siège social 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B – 51.675 au poste de déléguée à la gestion journalière des affaires de la Société.

Pour la Société

Référence de publication: 2011154234/11.

(110180110) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2011.

Anosoc S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 46.107.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration en date du 8 novembre 2011

Le Conseil d'Administration décide de nommer BPH FINANCE S.A., ayant son siège social 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B – 51.675 au poste de déléguée à la gestion journalière des affaires de la Société.

Pour la Société

Référence de publication: 2011154235/11.

(110180109) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2011.

Duraflex Luxembourg S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 133.604.

EXTRAIT

L'Associé Unique a constaté et accepté la démission présentée par Monsieur Kwai Shing Kenneth Chan avec effet au 1^{er} novembre 2011.

L'Associé Unique a décidé de nommer en tant que gérant de classe A Monsieur Sheng-Cheng Chen avec effet au 1^{er} novembre 2011 et ce pour une durée indéterminée.

De telle sorte que le Conseil de Gérance se compose désormais comme suit:

- Yun Jan Chen, ayant son adresse professionnelle au 17G, Leader Industrial Centre II No. 188 Texaco Road, Tsuen Wan, N.T., Hong Kong, gérant de classe A

- Sheng-Cheng Chen, ayant son adresse professionnelle au 2595 Lombardy Road, San Marino, CA 91108 (Etats-Unis d'Amérique), gérant de classe A

- Nicolas Gérard, ayant son adresse professionnelle au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, gérant de classe B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg le 15 novembre 2011.

Référence de publication: 2011154941/21.

(110180544) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2011.

CEE S.A., Comptoir Electrique d'Esch S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4384 Ehlerange, Z.A.R.E. Ouest.
R.C.S. Luxembourg B 139.175.

Extrait de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 11 octobre 2011

Les actionnaires de la société se sont réunies en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité les décisions suivantes:

1) La révocation avec effet immédiat de Monsieur Guimaraes Jorge, né le 8 janvier 1965 à Lisbonne (P), demeurant professionnellement à L4384 Ehlerange, Z.A.R.E. Ouest, de sa fonction d'administrateur.

2) La nomination de Madame Delcour Martine, née le 14 novembre 1965, à Ougée (B), demeurant à Voie des Chevaux 15, B 4623 Magnée, en tant qu'administrateur au 11 octobre 2011 pour un mandat expirant lors de l'assemblée générale à tenir en l'an 2016.

Signature.

Référence de publication: 2011154301/16.

(110179977) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2011.

Ardent Chemicals S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 54.940.

Le bilan de clôture au 30 septembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 octobre 2011.

POUR LE LIQUIDATEUR

Signature

Référence de publication: 2011154246/12.

(110180155) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2011.

Antauri S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 53.050.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration en date du 8 novembre 2011

Le Conseil d'Administration décide de nommer BPH FINANCE S.A., ayant son siège social 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B – 51.675 au poste de déléguée à la gestion journalière des affaires de la Société.

Pour la Société

Référence de publication: 2011154236/11.

(110180108) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2011.

Anville Participation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 59.967.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration en date du 8 novembre 2011

Le Conseil d'Administration décide de nommer BPH FINANCE S.A., ayant son siège social 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B – 51.675 au poste de déléguée à la gestion journalière des affaires de la Société.

Pour la Société

Référence de publication: 2011154237/11.

(110180107) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2011.

AP Portico S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 70.267.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Luxembourg, le 27 octobre 2011.

Référence de publication: 2011154238/10.

(110180279) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2011.

Everblue S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1635 Luxembourg, 87, allée Léopold Goebel.
R.C.S. Luxembourg B 55.852.

Extrait du procès verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires le 09 novembre 2011 à Luxembourg

L'assemblée générale ordinaire constate que les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes sont venus à échéance.

L'assemblée générale ordinaire décide de renouveler les mandats des administrateurs, jusqu'à l'assemblée générale de l'année 2017 comme suit:

Madame Henschen-Haas Monique, administrateur, avec adresse à L-2241 Luxembourg, 20, Rue Tony Neuman.

Monsieur Haas Marcel, administrateur, avec adresse à L-2241 Luxembourg, 24, Rue Tony Neuman.

Monsieur Raymond Henschen, administrateur, avec adresse à L-2241 Luxembourg, 20, Rue Tony Neuman.

L'assemblée générale ordinaire décide de renouveler le mandat du commissaire aux comptes jusqu'à l'assemblée générale de l'année 2017 comme suit:

Fiduplan SA, RCS B 44.563, avec siège social à L-1635 Luxembourg, 87, Allée Léopold Goebel

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Fiduplan S.A.

Signature

Référence de publication: 2011155461/22.

(110180580) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2011.

Pangea I, SCA, SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 44, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 108.815.

In the year two thousand and eleven, on the eleventh of October.

Before the undersigned Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg.

Was held an Extraordinary General Meeting of shareholders of "PANGEA I S.C.A., SICAR", a société en commandite par actions (S.C.A.) qualifying as a société d'investissement en capital à risque (SICAR), having its registered office in L-2661 Luxembourg, 44, rue de la Vallée, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 108.815, incorporated by a deed of Maître Joseph ELVINGER, notary residing in Luxembourg, on June 9, 2005, duly published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C (the "Mémorial C"), n° 1121 of October 29, 2005, and the articles of incorporation were amended for the last time by a deed of the prenamed notary on November 24, 2005, published in the Mémorial C, n°1424 of December 20, 2005 (hereinafter referred to as the "Company").

The meeting is presided by Mrs Aleksandra GUCWA, lawyer, residing professionally in Luxembourg, who appoints as secretary Mrs Annick BRAQUET, private employee, residing professionally in Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Mrs Nathalie HOULLE, lawyer, residing professionally in Luxembourg.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I) The shareholders present or represented at the meeting as well as the number of shares held by them have been inscribed on an attendance list signed by the shareholders present and by the proxy holders of those represented, and the members of the meeting declare to refer to this attendance list, as set up by the members of the bureau of the meeting.

The aforesaid attendance list, having been signed "ne varietur" by the parties and the acting notary, will remain attached to the present deed with which it will be registered.

Will also remain attached to the present deed with which it will be registered the proxies given by the represented shareholders to the present meeting, signed "ne varietur" by the parties and the acting notary.

II). That as a result of the aforementioned attendance list all 50 management shares and 1,015 ordinary shares of the Company are represented at the present meeting, which is consequently regularly constituted and can validly deliberate and decide on the different statements of the agenda.

III). That the agenda of the present meeting is as follows

1. Decision to dissolve the Company,
2. Appointment of Hanspeter Krämer, residing professionally at 30, rue Schrobilgen, L-2526 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, as liquidator, as approved by the Commission de Surveillance du Secteur Financier.
3. Determination of the powers of the liquidator as follows:

- The liquidator shall have the fullest powers, particularly those set forth in article 144 and following of the law of 10th August, 1915 on commercial companies (as amended). The liquidator shall be authorised in advance to execute the acts and enter into the deeds set forth in article 145 of the same law without any special authorization from the meeting, if such authorization is required by law.

-There shall be no obligation for the liquidator to draw up an inventory and he may refer to the books of the Company. The liquidator may make any advance payments of liquidation proceeds after having paid or set aside sufficient funds to meet creditors' actual or contingent claims. The liquidator may delegate, under his responsibility, all or part of its powers to one or more proxies as he shall determine with respect to specific acts or deeds and for the period he shall determine. The liquidator may bind the Company under his sole signature.

4. Determination of the remuneration of the liquidator.

IV). After discussion, the following resolutions have been unanimously passed by the shareholders:

First resolution

The meeting decides to dissolve the Company and to put it into liquidation with effect as from this day.

Second resolution

The meeting decides to appoint Hanspeter Krämer, residing professionally at 30, rue Schrobilgen, L-2526 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg as liquidator of the Company as approved by the Commission de Surveillance du Secteur Financier pursuant to the law of June 15, 2004 on investment companies in risk capital as amended.

Third resolution

The meeting decides to determine the powers of the liquidator as follows:

- The fullest powers, particularly those set forth in article 144 and following of the law of 10th August, 1915 on commercial companies (as amended) are granted to the liquidator by the meeting. The meeting resolves to authorize the liquidator in advance to execute the acts and enter into the deeds set forth in article 145 of the same law without any special authorization from the meeting, if such authorization is required by law.

- The meeting resolves to dispense the liquidator from drawing up an inventory and he may refer to the books of the Company. The liquidator may make any advance payments of liquidation proceeds after having paid or set aside sufficient funds to meet creditors' actual or contingent claims. The liquidator may delegate, under his responsibility, all or part of its powers to one or more proxies as he shall determine with respect to specific acts or deeds and for the period he shall determine. The liquidator may bind the Company under his sole signature.

Fourth resolution

The meeting decides that the liquidator shall be entitled to the compensation mentioned in a separate engagement letter to be signed by the Company and the liquidator.

There being no further business, the meeting is terminated.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le onze octobre.

Par-devant, Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société "PANGEA I S.C.A., SICAR", une société en commandite par actions (S.C.A.) qualifiée de société d'investissement en capital à risque (SICAR), ayant son siège social à L-2661 Luxembourg, 44, rue de la Vallée, enregistrée avec le Registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 108.815, constituée par acte de Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 9 juin 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial C") n° 1121 du 29 octobre 2005, et les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte du notaire prénommé en date du 24 novembre 2005, publié au Mémorial C n°1424 du 20 décembre 2005.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Aleksandra GUCWA, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Madame Annick BRAQUET, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Nathalie HOULLE, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I) Les actionnaires présents ou représentés à l'assemblée ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents ou par les mandataires de ceux qui sont représentés et les membres de l'assemblée déclarent se reporter à cette liste de présence, telle qu'elle a été dressée par les membres du bureau de la présente assemblée.

La prédite liste de présence après avoir été signée "ne varietur" par les parties et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

Resteront également annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités d'enregistrement, les procurations des actionnaires représentés, signées "ne varietur" par les parties et le notaire instrumentant.

II) Qu'il résulte de cette liste de présence que toutes les 50 actions commandités et 1.015 actions ordinaires émises sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée est dûment constituée et peut valablement délibérer et décider sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III) Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

1. Décision de dissoudre la Société,

2. Nomination de Hanspeter Krämer, résidant professionnellement au 30, rue Schrobilgen, L-2526 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en qualité de liquidateur tel qu'approuvé par la Commission de surveillance du Secteur Financier,

3. Détermination des pouvoirs du liquidateur, à savoir:

Le liquidateur aura les pouvoirs les plus étendus, spécialement ceux prévus aux articles 144 et suivant de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales. L'assemblée décide d'autoriser par avance le liquidateur à accomplir les actes et signer les contrats prévus à l'article 145 de la même loi sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée dans le cas où celle-ci serait légalement requise.

L'assemblée décide de dispenser le liquidateur de dresser un inventaire et il peut s'en référer aux écritures de la Société. Le liquidateur peut procéder à toute avance de paiement du produit de la liquidation après avoir payé ou retenu des fonds suffisants afin d'honorer les créances actuelles ou futures. Le liquidateur peut sous sa responsabilité et de manière discrétionnaire, pour des opérations ou contrats spécifiques, déléguer à un ou plusieurs mandataires pour une période qu'il déterminera, tout ou partie de son pouvoir. Le liquidateur pourra engager la Société sous sa seule signature.

4. Fixation de la rémunération du liquidateur.

IV) Après en avoir délibéré, les résolutions suivantes ont été adoptées à l'unanimité:

Première résolution

L'assemblée décide de dissoudre la Société et de la mettre en liquidation avec effet au jour des présentes.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de nommer Hanspeter Krämer, résidant professionnellement au 30, rue Schrobilgen, L-2526 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, en qualité de liquidateur de la société, tel qu'approuvé par la Commission de Surveillance du Secteur Financier conformément à la loi du 15 juin 2004 sur les sociétés d'investissement en capital à risque telle que modifiée.

Troisième résolution

L'assemblée décide de déterminer les pouvoirs du liquidateur de la manière suivante:

Le liquidateur aura les pouvoirs les plus étendus, spécialement ceux prévus aux articles 144 et suivant de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales. L'assemblée décide d'autoriser par avance le liquidateur à accomplir les actes et conclure les contrats prévus à l'article 145 de la même loi sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée dans le cas où celle-ci est légalement requise.

L'assemblée décide de dispenser le liquidateur de dresser un inventaire et il peut s'en référer aux écritures de la Société. Le liquidateur peut procéder à toute avance de paiement du produit de la liquidation après avoir payé ou retenu des fonds suffisants afin d'honorer les créances actuelles ou futures. Le liquidateur peut sous sa responsabilité et de manière discrétionnaire, pour des opérations ou contrats spécifiques, déléguer à un ou plusieurs mandataires pour une période qu'il déterminera, tout ou partie de son pouvoir. Le liquidateur pourra engager la Société sous sa seule signature.

Quatrième résolution

L'assemblée décide que le liquidateur aura droit à la rémunération mentionnée dans une lettre d'engagement devant être signée par la Société et le liquidateur.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de rédiger le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte

signé: A. GUCWA, A. BRAQUET, N. HOULLE et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 12 octobre 2011. Relation: LAC/2011/45199. Reçu douze euros (12.-EUR).

Le Receveur ff. (signé): T. BENNING.

- POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 16 novembre 2011.

Référence de publication: 2011156001/150.

(110181857) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2011.

Apolon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4735 Pétange, 81, rue J.B. Gillardin.

R.C.S. Luxembourg B 98.234.

Le Bilan abrégé et les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 Novembre 2011.

Référence de publication: 2011154241/11.

(110180254) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2011.

Finance Solutions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 270.125.000,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 101.199.

Par résolutions signées en date du 21 juillet 2010, l'associé unique a renouvelé le mandat du réviseur d'entreprises KPMG Audit, avec siège social au 31, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, avec effet immédiat et pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes annuels se clôturant au 31 décembre 2010 et qui se tiendra en 2011.

Par résolutions signées en date du 20 septembre 2011, l'associé unique renouvelé le mandat du réviseur d'entreprises KPMG Audit, avec siège social au 31, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, avec effet immédiat et pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes annuels se clôturant au 31 décembre 2011 et qui se tiendra en 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 novembre 2011.

Pour la société

TMF Management Luxembourg S.A.

Signataire autorisé

Référence de publication: 2011154976/21.

(110181062) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 novembre 2011.

Apolonie S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 136.868.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration en date du 8 novembre 2011

Le Conseil d'Administration décide de nommer BPH FINANCE S.A., ayant son siège social 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B – 51.675 au poste de déléguée à la gestion journalière des affaires de la Société.

Pour la Société

Référence de publication: 2011154242/11.

(110180138) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2011.
